



Institut Royal Supérieur de Défense



LA DÉFENSE

FOCUS PAPER 39
Juillet 2019

Le « retour » de la Russie en Afrique subsaharienne : sécurité et défense au service de la politique étrangère de Vladimir Poutine

Amandine DUSOULIER

Le « retour » de la Russie en Afrique subsaharienne : sécurité et défense au service de la politique étrangère de Vladimir Poutine

Amandine DUSOULIER

Institut royal supérieur de défense
Centre d'études de sécurité et défense
30 Avenue de la Renaissance
1000 Bruxelles

Une version électronique du présent document est disponible et peut être téléchargée gratuitement sur notre site internet : www.irsd.be.

Les vues exprimées dans ce document sont celles de l'auteur et ne reflètent pas nécessairement les positions de l'Institut royal supérieur de défense, de la Défense belge ou celles du gouvernement belge.

Vos questions, remarques ou commentaires relatifs au présent document peuvent être adressés au :

Directeur du Centre d'études de sécurité et défense
Institut royal supérieur de défense
30 Avenue de la Renaissance
1000 Bruxelles
ou par courriel à : +IRSD-CESD-SCVD@mil.be

À propos de l'auteur



Amandine Dusoulier est titulaire d'un master en Sciences politiques – orientation relations internationales (à finalité sécurité, paix, conflits) de l'Université libre de Bruxelles. Dans le cadre de son cursus, elle a effectué un stage de septembre à novembre 2018 au sein du Centre d'études de sécurité et défense de l'Institut royal supérieur de défense (Bruxelles, Belgique). Au cours de son stage, elle a réalisé la présente recherche supervisée par les attachés de recherche M. Alain De Neve (expert des relations transatlantiques, des technologies de défense et de la sécurité européenne) et M. Nicolas Gosset (spécialiste des sujets attachés à la Russie et à l'Asie). Ses centres d'intérêt concernent les politiques de sécurité et défense, les nouvelles menaces, l'étude des conflits et les questions de dissuasion. Sa zone géographique de prédilection englobe l'Europe de l'Est, la Russie et le Caucase.

Résumé

Étant donné son abondance de ressources énergétiques et naturelles, le continent africain suscite les convoitises depuis de nombreuses années. Parmi les intéressés, nous retrouvons la Russie qui est, entre autres, l'un des partenaires de longue date de l'Afrique. La présente étude prend pour objet le « retour » de Moscou dans la région. Bien que l'effondrement de l'URSS ait contraint le Kremlin à revoir l'orientation de sa politique étrangère (et, fatalement, de ses partenariats), ce ne fut que partie remise. L'avènement de Vladimir Poutine au poste de président de la Fédération de Russie a amorcé un retour progressif vers les anciens alliés africains. Contrairement aux autres États de la scène internationale, l'argument énergétique ne semble pas guider la stratégie poutinienne en Afrique subsaharienne. Cette constatation repose sur les observations faites ces derniers mois. Depuis le début de l'année 2018, Moscou ne cesse de conclure des contrats avec une série de pays africains. Ces accords de coopération portent notamment sur la vente d'armes et d'équipements militaires, la mise à disposition de l'expertise russe dans les domaines maritime et spatial, l'emploi de sociétés paramilitaires privées et la formation des forces armées locales. Or, il nous apparaît que ces clauses ne sont que des instruments au service de la politique étrangère du président Poutine. Nous en sommes venue à formuler l'hypothèse que l'Afrique ne serait qu'un outil dans les mains de la Russie pour restaurer son statut de grande puissance vis-à-vis des Européens, dont l'Afrique est le terrain d'influence traditionnel. Pour mener à bien son projet, Vladimir Poutine utiliserait une stratégie où les secteurs de l'énergie et de la sécurité – deux piliers des relations russo-africaines – sont intimement liés l'un à l'autre.

Mots clés : Russie, Afrique, Union européenne, sécurité, anti-occidentalisme, coopération.

Table des matières

Liste des abréviations et acronymes	1
Introduction	3
De la conduite russe des affaires étrangères : l'approche réaliste des relations internationales.....	5
Le changement amorcé par l'arrivée au pouvoir de Vladimir Poutine.....	7
Place et rôle de l'Afrique dans la nouvelle politique étrangère de Vladimir Poutine ..	11
1. Redéploiement de la politique africaine de la Russie	11
2. L'investissement russe dans le secteur énergétique africain : simple paradoxe ou phase d'une plus large stratégie ?.....	14
3. Divergences entre visions occidentale et russe : l'intérêt représenté par les ressources naturelles et énergétiques du continent africain	16
3.1. La présence occidentale en Afrique : à la croisée de l'aide au développement, de l'exploitation énergétique et du néocolonialisme	16
3.2. La présence russe en Afrique : entre soutien à l'indépendance, promotion du développement et exploitation énergétique comme outil de puissance.....	18
4. La valeur ajoutée de la Russie en Afrique subsaharienne : l'industrie de l'armement et la coopération en matière de sécurité et défense	20
Axes de la coopération russo-africaine en matière de sécurité et défense	25
1. Exportations d'armes et d'équipements	26
2. La sphère maritime : la marine russe, à la conquête des ports africains ?	29
3. Le domaine spatial : un partenariat de développement réciproque ?.....	31
4. Exportations d'hommes et de savoir-faire	32
5. Autres services proposés	35
Le retour de la Russie en Afrique : quels enjeux pour les politiques des États européens sur le continent ?	39
Conclusion	43
Bibliographie	47
1. Monographies.....	47
2. Chapitres dans un ouvrage collectif	47
3. Articles scientifiques	47
4. Articles non-scientifiques.....	49
5. Rapports d'organisation	50
6. Sites internet.....	50

Annexes	54
Annexe 1 : Apogée de l'influence soviétique en Afrique (1970) et échanges commerciaux avec les géants de l'Afrique (2011)	54
Annexe 2 : Estimated proved natural gas reserves, 2017	55
Annexe 3 : Russia's natural gas exports by destination, 2016	56
Annexe 4 : Les principaux investissements des entreprises russes en Afrique.....	57
Annexe 5 : Russia's share of global exports in selected categories of weapons systems ...	58
Annexe 6 : Les ventes d'armes russes à l'Afrique entre 2000 et 2016	59
Annexe 7 : The 20 largest arms exporters 2012-16	60
Annexe 8 : The main exporters and importers of major weapons 2013-17	61
Annexe 9 : Provenance des armes illégales présentes en Afrique	62
Annexe 10 : L'activité russe en Afrique	63

Liste des abréviations et acronymes

ALPC	Armes légères et de petit calibre
ANASE	Association des nations de l'Asie du Sud-Est
APD	Aide publique au développement
BRICS	Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique de Sud (forum)
CAE	Communauté de l'Afrique de l'Est
CEDEAO	Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest
CEI	Communauté des États indépendants
CGI	Centre de gestion des investigations
FARDC	Forces armées de la république démocratique du Congo
HartRAO	Hartebeesthoek Radio Astronomy Observatory
IAF	Fédération internationale d'astronautique
Ifri	Institut français des relations internationales
IGAD	Autorité intergouvernementale pour le développement
OCS	Organisation de coopération de Shanghai
ODD	Objectifs de développement durable
OMD	Objectifs du millénaire pour le développement
ONU	Organisation des Nations Unies
PAM	Programme alimentaire mondial
SADC	Communauté de développement de l'Afrique australe
UA	Union africaine
UE	Union européenne
UEMOA	Union économique et monétaire ouest-africaine

Introduction

Le présent travail a pour objet l'étude d'un « nouveau » partenaire sur le continent africain, la Russie. Bien que l'ère coloniale se soit achevée il y a plusieurs décennies, cette région du monde continue de susciter l'intérêt des grandes puissances telles que certains pays de l'Union européenne (UE), la Chine, les États-Unis et la Russie¹. Selon Derek Elzein², ceci s'expliquerait par le fait que « *le but de chacune de ces puissances est de consolider leur position respective sur le continent [africain], ce qui vise bien entendu à la maîtrise des ressources naturelles*³ ». L'Afrique regorge de ressources naturelles très prisées par l'industrie, parmi lesquelles le cobalt (60 % de l'exportation mondiale est issue de la RDC)⁴, la bauxite (Guinée)⁵, etc. En outre, ce territoire représente un enjeu pour les grandes puissances de par sa « *croissance économique d'environ 5 % par an, et une augmentation du PIB de 25 % à l'horizon 2020, soit l'équivalent de 2.600 milliards de dollars pour l'ensemble du continent*⁶ ». C'est pourquoi il n'est pas étonnant d'observer que l'année 2018 a été marquée par la conclusion d'une série d'accords entre la Fédération de Russie et plusieurs États d'Afrique subsaharienne⁷. Un certain nombre d'investissements économiques concerne le secteur énergétique. Ce « retour⁸ » de Moscou dans la région ne poursuivrait cependant pas les mêmes ambitions qu'au cours de l'ère soviétique. Ainsi, aujourd'hui, il ne serait plus question d'imposer une quelconque idéologie mais bien de sceller des contrats dans différents domaines⁹.

Dans la mesure où la question énergétique a été traitée dans une précédente étude (cf. : VIGNE, Eleftheris, « Présences chinoise et russe en Afrique : différences, convergences, conséquences », *Institut royal supérieur de défense*, Focus Paper n°37, juillet 2018, 49 p.), nous nous pencherons sur un autre aspect du retour russe en Afrique subsaharienne : la dimension alliant sécurité et défense. Néanmoins, un détour par la thématique énergétique nous semble nécessaire pour comprendre les tenants et aboutissants de l'activité du Kremlin sur le continent africain. Par le passé, la présence soviétique en Afrique était perçue comme « *a threat to peace and to both African and Western interests. If it is allowed to take root and develop it will put*

¹ ELZEIN, Derek, « L'Afrique face aux nouvelles ambitions de la Russie », *Géoéconomie*, vol. 4, n°71, 2014, p. 77.

² Avocat au barreau de Paris, Derek Elzein enseigne à l'École des Hautes Études Internationales et Politiques (HEIP) et à l'université Paris Descartes (informations issues de : ELZEIN, Derek, *loc.cit.*, p. 77).

³ *Ibidem*.

⁴ The Washington Post, « République démocratique du Congo. Le scandaleux business du cobalt », *Courrier international*, 25 octobre 2016, <https://www.courrierinternational.com/article/republique-democratique-du-congo-le-scandaleux-business-du-cobalt>, consulté le 4 septembre 2018.

⁵ En 2016, Russal, le géant minier russe de l'aluminium, et la Guinée, qui détient la plus importante mine de bauxite au monde (Dian-Dian), ont signé un accord Ceci a permis à Russal d'en posséder les droits d'exploitation (<https://www.financialafrik.com/2017/02/22/guinee-les-contours-de-la-relance-de-lusine-dalumine-de-russal-friguia/>).

⁶ ELZEIN, Derek, *loc. cit.*, p. 80.

⁷ RENEVIER, Anaïs, « Le grand retour de la Russie en Afrique », TV5Monde, 23 février 2018, <https://afrique.tv5monde.com/information/le-grand-retour-de-la-russie-en-afrique>, consulté le 3 septembre 2018.

⁸ PRIESTLEY, Pascal, « Du Congo à l'Égypte, du Nord au Sud, le retour de la Russie en Afrique », TV5Monde, 31 mai 2018, <https://information.tv5monde.com/afrique/du-congo-l-egypte-du-nord-au-sud-le-retour-de-la-russie-en-afrique-240322>, consulté le 3 septembre 2018.

⁹ RENEVIER, Anaïs, « Le grand retour de la Russie en Afrique », TV5Monde, 23 février 2018, <https://afrique.tv5monde.com/information/le-grand-retour-de-la-russie-en-afrique>, consulté le 3 septembre 2018.

*vital Western lifelines under Soviet domination.*¹⁰ » Comme le reflète ce propos, le manichéisme idéologique de la Guerre froide était la lunette à laquelle on avait recours quand il s'agissait d'étudier le comportement de l'URSS. Cependant, alors que la chute de l'Union soviétique est survenue en 1991 et a entraîné un net recul de l'implication russe sur le continent africain¹¹, Moscou et plusieurs entreprises russes semblent reprendre du terrain dans la zone. Cette réflexion nous amène à formuler la question à laquelle notre recherche tentera d'apporter des éléments de réponse : comment la présence croissante de la Russie dans le champ de la sécurité et de la défense en Afrique impacte-t-elle le rôle traditionnel des Européens sur le continent ?

Pour bien appréhender notre question de recherche, nous commencerons par une analyse de la politique étrangère russe dans la période post-soviétique, ce qui nous conduira à mettre en lumière la résurgence de son intérêt pour l'Afrique subsaharienne dans le courant des années 2000. Étant donné les spécificités de la stratégie de Moscou sur la scène internationale, il paraît nécessaire de repositionner son comportement dans le courant réaliste des relations internationales. Ceci nous permettra d'avoir une compréhension globale de la problématique. Dans une seconde partie, nous nous pencherons sur la place que le Kremlin accorde à l'Afrique dans sa politique étrangère. Nous reviendrons sur le paradoxe apparent de la présence russe dans le secteur énergétique africain, au vu de ses propres ressources naturelles. Nous saisisons cette occasion pour examiner l'intérêt représenté par l'Afrique subsaharienne pour les Européens d'une part et les Russes d'autre part. Nous achèverons cette deuxième partie avec la valeur ajoutée de la Russie en Afrique, qui recouvre l'industrie de l'armement et la coopération en matière de sécurité et défense. Notre avant-dernière partie sera consacrée aux différentes formes prises par les accords de coopération passés entre Moscou et certaines capitales africaines. Cinq secteurs nous intéresseront en particulier : le marché des armes et du matériel militaire, la sphère maritime, le domaine spatial, les contrats conclus avec des sociétés militaires privées et les autres services proposés, allant de missions de conseil à la formation des forces armées locales. Enfin, nous concluons ce travail en analysant les enjeux représentés par le retour russe en Afrique pour les intérêts des États européens. Nous tenterons d'élaborer plusieurs recommandations sur la base de nos recherches. Ces conclusions apporteront des pistes de réflexion face à ces changements susceptibles d'affecter durablement l'échiquier international. Ce travail a pour ambition de démontrer l'importance de problématiser le retour de la Russie et de ses entreprises, en particulier dans les domaines de la défense et de la sécurité en Afrique subsaharienne, afin de veiller à la poursuite des activités des acteurs européens engagés dans la région, et à la préservation de leurs intérêts respectifs.

¹⁰ SOMMERVILLE, Keith, « The U.S.S.R. and Southern Africa Since 1976 », *The Journal of Modern African Studies*, vol. 22, n°1, mars 1984, p. 73.

¹¹ ELZEIN, Derek, *loc.cit.*, p. 79.

De la conduite russe des affaires étrangères : l'approche réaliste des relations internationales

Pour comprendre la décision du gouvernement russe de reprendre pied sur le continent africain au milieu des années 2000, il est nécessaire de revenir aux fondamentaux de la politique étrangère de la Russie.

Suite à l'effondrement de l'Union soviétique, la nouvelle Russie s'est retrouvée dans la nécessité de redéfinir un certain nombre de concepts, tant sur le plan interne qu'externe¹². Dans la première catégorie, nous retrouvons les concepts d'étaticité et d'identité nationale. Dans la seconde dimension, Moscou a dû repenser son intérêt national crucial à l'échelle des relations internationales. Selon Allen C. Lynch, spécialiste de la politique étrangère russe à l'Université de Virginie¹³, « *most striking, perhaps, has been the Russian effort to maintain the appearance of great power status abroad while most of the sinews of Russian power have withered into evanescence at home*¹⁴ ». Comment expliquer cet état de fait ? Dans une perspective réaliste des relations internationales à même d'expliquer le comportement de la Russie à plusieurs niveaux et ce depuis la chute de l'URSS, le Kremlin placerait sa politique étrangère au-dessus de sa politique intérieure¹⁵. Aucun conflit au sein de son système interne ne peut entraver sa politique sur la scène internationale. Seules comptent la défense de l'intérêt national et la place de l'État au niveau international¹⁶. Aujourd'hui, il est clair que la « *Russian diplomacy is very much realist in orientation, power-oriented and premised on defending the country's national interests*¹⁷ ». Ceci nous amène justement à cette question de l'intérêt national. Ce dernier se composerait de deux objectifs centraux : établir un contrôle russe au niveau sécuritaire et diplomatique dans l'ancien espace soviétique et maintenir son statut de grande puissance sur la scène internationale¹⁸. Dans l'esprit russe, sécurité et puissance sont intimement liées¹⁹. Pour obtenir une pleine sécurité, la Russie est convaincue qu'elle se doit d'être considérée comme une grande puissance par les autres États que compte le système international. Pour ce faire, Moscou ne cesserait de mettre tout en œuvre pour retrouver son influence passée et réduire celle des autres puissances – qu'elle jalouse –, comme la Chine, les USA ou l'UE²⁰. Notons cependant que « *the capacity to exercise influence depends not only on how one's power resources compare with others' but on the intensity of the stake that given powers claim in a given conflict*²¹ ». Cette recherche de la maximisation de la puissance a été au cœur du projet russe dès l'accession au pouvoir de Vladimir Poutine. Cette accumulation de pouvoir est

¹² LYNCH, Allen C., « The Realism of Russia's Foreign Policy », *Europe-Asia Studies*, vol. 53, n°1, 2001, p. 7.

¹³ University of Virginia, « Allen Lynch », Department of Politics, <https://politics.virginia.edu/allen-lynch/>, consulté le 18 septembre 2018.

¹⁴ LYNCH, Allen C., *loc.cit.*, p. 7.

¹⁵ TELO, Mario, *Relations internationales. Une perspective européenne*, Bruxelles, Institut d'études européennes (troisième édition), 2013, p. 52.

¹⁶ *Ibid.*, p. 52.

¹⁷ ZIEGLER, Charles E., « Russian Diplomacy: Challenging the West » (version révisée du chapitre 7 « Diplomacy » dans *Routledge Handbook of Russian Foreign Policy* (dir. Andrei P. Tsygankov), Londres, Routledge, 2018, p. 76.

¹⁸ LYNCH, Allen C., *loc.cit.*, p. 8.

¹⁹ Du point de vue réaliste, la sécurité est le premier besoin que les États cherchent à satisfaire (TELO, Mario, *op.cit.*, p. 51.).

²⁰ MEDISH, Mark, et DAVID, Dominique, « Russie : la transition inachevée », *Politique étrangère*, vol. 1, printemps 2006, p. 17.

²¹ LYNCH, Allen C., *loc.cit.*, p. 24.

d'autant plus importante que la Fédération de Russie a une conception hiérarchique du système international²².

Pour la Russie, rien n'est plus essentiel que le respect, le statut et l'égalité²³. En conséquence, elle devrait être traitée par les autres États comme une « *equal great power*²⁴ ». Selon l'article 80 de la Constitution russe, le président de la Fédération de Russie est un acteur central dans la mesure où il personnifie l'État – unité d'analyse pris pour référence par le réalisme²⁵ – dans les affaires internationales²⁶. Il est intéressant de noter que le président Poutine a donné une dimension particulière à ce rôle puisqu'en centralisant la prise de décisions dans ses fonctions, la politique étrangère correspond à ses exactes volontés²⁷. Ne reste plus au ministre des Affaires étrangères et à quelques autres collaborateurs les détails de l'application des politiques²⁸. Par conséquent, la diplomatie russe récente serait le reflet de la vision personnelle du président. Ce dernier n'hésite pas à participer aux grands sommets mondiaux pour réaliser plusieurs de ses desseins : améliorer son image à l'étranger, confirmer son statut de grande puissance auprès de la population russe et améliorer la légitimité des dirigeants russes qui peuvent ainsi attirer l'attention sur les succès de la Fédération comme preuves de son statut de « *respected major player*²⁹ » dans les affaires internationales³⁰.

Le paradigme statocentrique est un autre paramètre de l'approche réaliste assimilable au comportement de la Russie³¹. Comme dit précédemment, l'État prime sur toute autre chose. Cet État, dit westphalien, est souverain et indépendant³². En outre, toutes ses actions seraient guidées par un objectif majeur : sa survie³³. Or, nous retrouvons tous ces aspects dans la Russie actuelle. En 2015, le gouvernement russe propose une nouvelle « Stratégie de sécurité nationale » qui place la sécurité de l'État au sommet des priorités, bien avant celle de l'individu³⁴. La Fédération de Russie accorde une importance colossale à sa souveraineté. En conséquence, le Kremlin applique une politique d'indépendance cherchant à tout prix à préserver ses intérêts nationaux³⁵. Cette exacerbation de la souveraineté s'explique par le passé impérial et soviétique de la Russie dont elle entretient toujours la mémoire³⁶. Mark Medish et Dominique David confirment ce propos en allant jusqu'à parler de « *tropisme post-impérial russe*³⁷ ». Cette place accordée à la mémoire et à l'histoire implique un « *comportement politique et stratégique*³⁸ ». Le premier aspect concerne la transition du patriotisme des Russes

²² La recherche de puissance comme objectif central de la politique étrangère et la conception hiérarchique des relations internationales sont des caractéristiques du réalisme (TELO, Mario, *op.cit.*, p. 51 et ZIEGLER, Charles E., *op.cit.*, p. 76).

²³ ZIEGLER, Charles E., *op.cit.*, p. 76-77.

²⁴ *Ibid.*, p. 76.

²⁵ TELO, Mario, *op.cit.*, p. 51.

²⁶ ZIEGLER, Charles E., *op.cit.*, p. 74.

²⁷ *Ibid.*, pp. 74-75.

²⁸ *Ibidem.*

²⁹ ZIEGLER, Charles E., *op.cit.*, p. 75.

³⁰ *Ibidem.*

³¹ TELO, Mario, *op.cit.*, p. 51.

³² *Ibidem.*

³³ *Ibidem.*

³⁴ SHCHELIN, Pavel, "Russian National Security Strategy: Regime Security and Elite's Struggle for 'Great Power' Status", *Slovo*, vol. 28, n° 2, printemps 2016, p. 86.

³⁵ SHCHELIN, Pavel, "Russian National Security Strategy: Regime Security and Elite's Struggle for 'Great Power' Status", *Slovo*, vol. 28, n° 2, printemps 2016, p. 86.

³⁶ GOMART, Thomas, « Politique étrangère russe : l'étrange inconstance », *Politique étrangère*, vol. 1, printemps 2006, p. 28.

³⁷ MEDISH, Mark, et DAVID, Dominique, *loc.cit.*, p. 17.

³⁸ GOMART, Thomas, *loc. cit.*, 2006, p. 28.

à un nationalisme fort, au risque de tomber dans une certaine forme de racisme. La dimension stratégique permet d'appréhender davantage la quête russe d'une puissance toujours plus grande : Moscou serait victime d'une « *impossibilité congénitale à accepter un rôle de junior partner avec quiconque*³⁹ ». Enfin, dans la continuité de tout ce qui précède, il n'est guère surprenant que la Russie cherche, avant tout, à assurer la stabilité et la protection du régime alors qu'en 2009 la précédente doctrine visait à atteindre des objectifs liés au développement économique et technologique du pays, des conditions de vie de sa population, etc⁴⁰.

Le changement amorcé par l'arrivée au pouvoir de Vladimir Poutine

L'arrivée au pouvoir de Vladimir Poutine en 1999, suite au départ de l'ex-président Boris Eltsine, a amorcé le changement qu'a connu l'orientation de la politique étrangère russe⁴¹. Face au marasme économique et politique dans lequel la Fédération baignait en cette fin de XX^e siècle, Poutine s'est donné pour mission, à partir de son accession au pouvoir, de « redonner un cap à une diplomatie déboussolée par les désillusions et les frustrations dans ses rapports avec l'Occident, par la démonétisation brutale de sa puissance et par la dépression économique et la confusion politique qui ont marqué le second mandat de Boris Eltsine⁴² ». Ainsi, dans un premier temps (à savoir, son premier mandat), le nouveau président Vladimir Poutine a concentré son projet politique sur la stabilisation et la restauration du système économique et politique de la Russie. Dans l'espoir d'atteindre ces objectifs, il s'est donné pour tâche de relancer l'économie russe fortement affaiblie par les années Eltsine⁴³. Depuis 1999, ce redressement économique a engendré une forte croissance du PIB durant plusieurs années⁴⁴ et une réduction de son endettement – donc de sa dépendance – auprès des créanciers internationaux⁴⁵. Ce boom aurait été permis par certains choix macroéconomiques mais, surtout, par l'augmentation des exportations énergétiques (gaz et pétrole en particulier)⁴⁶.

De même, Vladimir Poutine a opéré une véritable « *remise en cause conceptuelle*⁴⁷ » de la conduite de la politique étrangère⁴⁸. Dans l'optique russe, le territoire de la Fédération est une « *charnière stratégique*⁴⁹ », ce qui explique la pratique d'une diplomatie globale (cf. : fréquentation des grandes instances internationales) et bilatérale (qui lui permet souvent d'avoir l'ascendant dans les négociations). En ce qui concerne la dimension du redressement politique, nous nous référons au changement d'orientation de la politique étrangère russe : tant à l'époque impériale que durant la Guerre froide, le comportement russe était marqué par un important militarisme en lien direct avec « *une peur de l'encerclement et de l'invasion*⁵⁰ ». Bien que les mentalités aient évolué depuis la chute de l'URSS, il n'en reste pas moins que, selon certains, la Russie appréhenderait toujours le monde à travers cette lentille⁵¹. Malgré ses vieilles craintes d'invasion, il est devenu évident que le leitmotiv poutinien a été de promouvoir

³⁹ GOMART, Thomas, *loc. cit.*, 2006, p. 28.

⁴⁰ SHCHELIN, Pavel, *loc. cit.*, p. 87.

⁴¹ RUCKER, Laurent, « La politique étrangère russe. À l'Ouest, du nouveau ! », *Le Courrier des pays de l'Est*, vol. 8, n° 1038, 2003, p. 24.

⁴² *Ibidem*.

⁴³ ARKHANGELSKAYA, Alexandra, « Le retour de Moscou en Afrique subsaharienne ? Entre héritage soviétique, multilatéralisme et activisme politique », *Afrique contemporaine*, vol. 4, n°248, 2013, p. 63.

⁴⁴ MEDISH, Mark, et DAVID, Dominique, *loc. cit.*, p. 13.

⁴⁵ GOMART, Thomas, *loc. cit.*, 2006, p. 28.

⁴⁶ *Ibidem*.

⁴⁷ RUCKER, Laurent, *loc. cit.*, p. 25.

⁴⁸ *Ibidem*.

⁴⁹ GOMART, Thomas, *loc. cit.*, 2006, p. 29.

⁵⁰ *Ibid.*, p. 27.

⁵¹ *Ibidem*.

l'avènement de la multipolarité, celle-ci ayant déjà été envisagée au début des années 1990⁵². L'idée était de la substituer à l'unipolarité que réfutait le président russe. On en retrouve la trace dans un reproche formulé à l'encontre des États-Unis lors de la Conférence de Munich sur la sécurité en février 2007⁵³. En réalité, le président russe joue sur deux tableaux grâce à son appartenance au groupe des BRICS : d'une part, les relations bilatérales et d'autre part, le multilatéralisme⁵⁴. Laurent Rucker affirme que, dans le cas russe, « *le multilatéralisme n'est pas une fin en soi, mais un instrument devant lui permettre de conserver un statut ou de retrouver de l'influence, voire de (re)devenir un pôle d'influence. Le multilatéralisme au service de la multipolarité*⁵⁵ ». Pour définir ce qu'est le monde multipolaire actuel, Alexandra Arkhangelskaya considère qu'il s'agit d'« (...) *un monde où chaque pays, débarrassé de toute idéologie, serait gouverné tout à la fois par la défense de l'intérêt national et une vision commune de l'intérêt général. Ce qui permettrait de poser les jalons d'un nouvel ordre mondial autorégulé, né des efforts conjoints de tous à respecter les règles du droit international.*⁵⁶ » Vladimir Poutine tente de conserver de l'influence, au lieu d'en perdre comme à l'époque de la présidence de Boris Eltsine⁵⁷. En toute circonstance, le président actuel ne cesse d'agir pour garantir sa liberté d'action dans la mesure où, dans sa vision des choses, elle constitue une fin en soi et non un quelconque moyen. Cet état de fait a conduit à la nécessité de moderniser l'outil militaire à tout point de vue (forces conventionnelles, forces nucléaires stratégiques et exercices d'ampleur plus fréquents). L'ensemble de ses démarches vise à atteindre un but : la restauration de la puissance russe sur la scène internationale afin d'assurer sa sécurité territoriale et être considéré comme l'égal des autres grandes puissances. Ce sont des objectifs qui restent étroitement liés à la vision que Moscou garde de ses relations historiques avec l'Occident⁵⁸.

Ce phénomène est clairement exprimé dans la version 2015 de la Stratégie de sécurité nationale russe, notamment dans son article 12 : « *The strengthening of Russia is taking place against a backdrop of new threats to national security that are of a multifarious and interconnected nature. The Russian Federation's implementation of an independent foreign and domestic policy is giving rise to opposition from the United States and its allies, who are seeking to retain their dominance in world affairs. The policy of containing Russia that they are implementing envisions the exertion of political, economic, military, and informational pressure on it*⁵⁹ ». La série d'articles accusateurs (voir les articles 15, 16, 17 et 18) participe à la construction d'une image menaçante de l'Occident incluant principalement les USA et l'UE. Cette doctrine souligne que « *the need to protect the country's stability arises mainly from the threat posed by the global West*⁶⁰ ». Ceci n'est pas sans lien avec le contexte des dernières années. Ainsi, peu de temps avant la publication de cette nouvelle doctrine, la Russie a, en 2014, envahi l'Ukraine et annexé illégalement la Crimée, ce qui lui a valu de lourdes sanctions

⁵² HONGSUB, Lee, « Multilateralism in Russian Foreign Policy: Some Tentative Evaluations », *International Area Review*, vol. 13, n°3, automne 2010, p. 31.

⁵³ Courrier international, « La crise de l'Occident en neuf dates », Courrier international, 13 juillet 2018, <https://www.courrierinternational.com/article/la-crise-de-loccident-en-neuf-dates>, consulté le 5 septembre 2018.

⁵⁴ ARKHANGELSKAYA, Alexandra, *loc.cit.*, p. 75.

⁵⁵ RUCKER, Laurent, *loc.cit.*, p. 26.

⁵⁶ ARKHANGELSKAYA, Alexandra, *loc.cit.*, p. 66.

⁵⁷ GOMART, Thomas, *loc.cit.*, 2006, p. 29.

⁵⁸ GOMART, Thomas, « The Russian Moment in World History. Marshall T. Poe », *Politique étrangère*, vol. 69, n°4, 2004, p. 882.

⁵⁹ Fédération de Russie, *The Russian Federation's National Security Strategy*, Moscou, 31 décembre 2015, article 12.

⁶⁰ SHCHELIN, PAVEL, *loc.cit.*, p. 87.

internationales⁶¹. L'article 17 de la doctrine atteste que l'attitude occidentale post-annexion n'est nullement appréciée par le Kremlin : « *The West's stance aimed at countering integration processes and creating seats of tension in the Eurasian region is exerting a negative influence on the realization of Russian national interests. The support of the United States and the European Union for the anti-constitutional coup d'état in Ukraine led to a deep split in Ukrainian society and the emergence of an armed conflict. The strengthening of far right nationalist ideology, the deliberate shaping in the Ukrainian population of an image of Russia as an enemy, the undisguised gamble on the forcible resolution of intrastate contradictions, and the deep socioeconomic crisis are turning Ukraine into a chronic seat of instability in Europe and in the immediate vicinity of Russia's borders.*⁶² »

Comment expliquer une telle animosité ? D'aucuns⁶³ suggèrent que le comportement russe actuel serait en lien avec une résurgence de l'« *old-fashioned geopolitics*⁶⁴ ». La Russie ne ferait qu'exprimer son ressentiment quant à la « situation » post-soviétique, à savoir un nouvel ordre mondial basé sur le libéralisme et le capitalisme. Ce consensus impliquait que les États communistes devaient abandonner leur idéologie pour adopter, à la place, les principes du capitalisme libéral. Or, l'ex-URSS n'était pas capable de concurrencer l'Ouest, tant sur le plan économique que militaire. C'est pourquoi seules deux options se présentaient à elle : devenir libérale, pacifique et ouverte, ou se cramponner à son idéologie. Il semblerait que la nouvelle Fédération de Russie se soit tournée, un temps, vers la première option. Néanmoins, les dernières années ne permettent plus cette vision des choses. Aujourd'hui, le Kremlin souhaite réviser le statu quo né de la post-Guerre froide. Selon Walter R. Mead, la Russie chercherait à reconstruire l'URSS autant que possible⁶⁵. Or, pour mener à bien son projet révisionniste, son obstacle majeur est les États-Unis. La particularité du chef d'État russe est d'éviter la confrontation directe avec Washington, sauf s'il est certain d'avoir l'avantage (cf. : conflit russo-géorgien de 2008 et annexion de la Crimée). Au lieu de défier le statu quo de manière frontale, Poutine opte pour le démantèlement progressif des normes et des relations qui le maintiennent. Bien que le président russe puisse difficilement atteindre son objectif au regard de toutes ses implications, il est tout de même parvenu à contrecarrer un nombre significatif de projets occidentaux sur l'ancien espace soviétique (par exemple, l'expansion de l'OTAN à l'Est) et à mener à bien les siens (renforcement de son emprise sur la Crimée, rapprochement visible avec l'Arménie, etc.). D'autres experts ne partagent pas cette vision de la politique étrangère russe. Selon Kari Roberts⁶⁶, il n'est pas nécessaire de chercher plus loin que les propos tenus par Vladimir Poutine : sa politique étrangère est déterminée par le sens qu'il donne à l'identité russe, elle-même fortement influencée par ses relations avec l'Ouest (en particulier, les États-Unis). Le discours autour de l'identité russe serait crucial pour comprendre les motivations de la Fédération et ses futures actions. Selon l'auteur, ce sont les propres actions de l'Ouest (comme l'expansion de l'OTAN) qui auraient alimenté le discours poutinien puisqu'elles constitueraient une provocation. Elles ont encouragé la volonté de créer une

⁶¹ GRAND, Camille, « La Russie, l'Occident et la paix froide », *Commentaire*, vol. 2, n° 146, 2014, p. 293.

⁶² Fédération de Russie, *The Russian Federation's National Security Strategy*, Moscou, 31 décembre 2015, article 17.

⁶³ MEAD, Walter R., « The Return of Geopolitics. The Revenge of Revisionist Powers », *Foreign Affairs*, mai/juin 2014, <https://www.foreignaffairs.com/articles/china/2014-04-17/return-geopolitics>, consulté le 20 septembre 2018.

⁶⁴ *Ibidem*.

⁶⁵ MEAD, Walter R., « The Return of Geopolitics. The Revenge of Revisionist Powers », *Foreign Affairs*, mai/juin 2014, <https://www.foreignaffairs.com/articles/china/2014-04-17/return-geopolitics>, consulté le 20 septembre 2018.

⁶⁶ ROBERTS, Kari, « Understanding Putin: The politics of identity and geopolitics in Russian foreign policy discourse », *International Journal*, vol. 72, n° 1, 2007, p. 28-55.

alternative au contrôle occidental des affaires internationales. Même si l'OTAN n'est pas la seule à blâmer, « *the West's treatment of Russia does figure prominently in Putin's own conceptions of Russian exceptionalism and his nation's potential role as an alternative to Western power*⁶⁷ ».

Cet anti-occidentalisme manifeste investit non seulement la sphère politique mais également publique. L'article de Jack Detsch⁶⁸ expose l'étendue prise par cette attitude hostile envers l'Occident. Il apparaît que Poutine ferait pression sur les médias russes (en particulier, télévisés) dans le but de diffuser son message anti-occidental. Puisque les médias télévisés sont utilisés par plus de 90 % de la population russe, la grande majorité de celle-ci est touchée par ces messages. Tout est fait pour convaincre les Russes que les États-Unis ne sont pas fréquentables. Un exemple récent de cette campagne de dénigrement est les lourdes accusations contre l'ex-candidate aux présidentielles américaines de 2016, Hillary Clinton, suite au piratage informatique du Democratic National Committee (DNC). La manœuvre visait à souligner la corruption du processus électoral américain, tandis que celui de la Russie serait des plus civilisés. D'après Maria Snegovaya, journaliste pour le quotidien d'affaires russe *Vedomosti*, cette campagne avait pris les allures de la série télévisée américaine « (...) *House of Cards on Russian TV channels*⁶⁹ ».



Cette première partie donne un aperçu de la politique étrangère de la Fédération de Russie sous le leadership du président Vladimir Poutine. Comme nous avons pu le constater, le fonctionnement de la politique russe repose sur les grands principes du courant réaliste tels que la maximisation de la puissance, la protection des intérêts nationaux (comme la sécurité nationale), l'égalité des États et le rôle majeur de l'État dans les relations internationales. Ce dernier point permet de transiter vers la tête de l'État russe, Vladimir Poutine. Son arrivée au pouvoir entraîne un changement radical. Plus question de tergiverser, il devient impératif de redresser l'économie russe plombée sous la présidence de Boris Eltsine mais surtout de mener la Russie à s'impliquer dans les grandes instances multilatérales. La politique étrangère poutinienne est donc largement axée sur le développement de sa diplomatie multilatérale qui l'a amenée à revenir vers l'Afrique. Ces dernières années, la Russie de Poutine mène une politique étrangère où l'hostilité envers l'Occident est palpable et, parfois, visible dans certains dossiers (Ukraine, Syrie, etc.). Face à cette situation, comment expliquer le retour de la Russie en Afrique ces derniers mois ? Pouvons-nous envisager que la Russie voit un intérêt sur ce continent encore écartelé entre diverses puissances coloniales il y a 60 ans ? Ce retour repose-t-il sur une attirance pour les sous-sols africains ou son ambition va-t-elle plus loin ? Ce sont à ces questions que la seconde partie de la présente étude ambitionne de répondre.

⁶⁷ *Ibid.*, p. 30.

⁶⁸ DETSCH, Jack, « How the DNC hack is boosting anti-US sentiment in Russia », *The Christian Science Monitor*, 24 août 2016, consulté le 20 septembre 2018.

⁶⁹ DETSCH, Jack, « How the DNC hack is boosting anti-US sentiment in Russia », *The Christian Science Monitor*, 24 août 2016, consulté le 20 septembre 2018.

Place et rôle de l'Afrique dans la nouvelle politique étrangère de Vladimir Poutine

Pour mieux comprendre cette apparente aisance de la Fédération de Russie en Afrique subsaharienne, il paraît nécessaire de faire un bref rappel historique. La Russie bénéficie d'un passé commun avec le continent africain remontant à l'époque soviétique⁷⁰. On pourrait y voir un inconvénient dans la mesure où la plupart des pays colonialistes qui ont tenté leur chance en Afrique portent encore le poids de leur réputation passée. Or tel n'est pas le cas de la Russie. Au contraire des anciennes puissances coloniales, l'URSS a soutenu les « *African client states* » en quête d'autodétermination. Le Kremlin s'est évertué à mettre fin au colonialisme et au racisme qui affectaient la région⁷¹. Pour ce faire, il a accordé son soutien aux mouvements anticolonialistes et aux États nouvellement indépendants⁷². Enfin, il a encouragé la mise à l'agenda international de sujets touchant certains États africains⁷³. C'est ainsi qu'en 1960 l'URSS a appuyé l'adoption de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples colonisés.

Toutefois, la chute de l'URSS mit un coup d'arrêt brutal aux relations russo-africaines⁷⁴. Plusieurs ambassades et consulats russes ont fermé leurs portes sur le continent⁷⁵. Contrainte par les circonstances, la Russie post-soviétique a replié sa politique étrangère sur l'étranger proche⁷⁶, (à savoir, l'espace de l'ex-Union soviétique), la zone nord-atlantique et l'Asie⁷⁷. À l'arrivée au pouvoir de Vladimir Poutine, Moscou a décidé de redéployer sa politique étrangère au-delà, notamment vers l'Afrique.

1. Redéploiement de la politique africaine de la Russie

Tout porte à croire que deux déplacements de représentants du gouvernement russe – et pas n'importe lesquels puisqu'il s'agissait de Vladimir Poutine en 2006 et de Dimitri Medvedev en 2009 – constituent le top-départ de la reprise des activités russes en Afrique, mais sur de nouvelles bases⁷⁸. Les deux leaders russes ont effectué leurs déplacements accompagnés d'une armée d'hommes d'affaires avec lesquels ils se sont rendus en Afrique du Sud, en Namibie, en Angola, au Nigeria et au Maroc⁷⁹. Une série d'accords commerciaux liés à l'énergie nucléaire et aux ressources minérales seront conclus à l'occasion de ces deux déplacements⁸⁰.

Alors que les pays industrialisés du Nord s'enfonçaient dans la crise économique et financière mondiale de 2008, l'Afrique, paradoxalement, entrait dans la croissance⁸¹ (cf. : performance économique, disponibilité d'abondantes ressources naturelles, etc.) ce qui a suscité les

⁷⁰ OLIVIER, Gerrit, et SUCHKOV, Dmitry, « Russia is back in Africa », *Strategic Review for Southern Africa*, vol. 37, n°2, 2015, p. 147.

⁷¹ *Ibidem*.

⁷² *Ibidem*.

⁷³ *Ibidem*.

⁷⁴ *Ibidem*.

⁷⁵ ARKHANGELSKAYA, Alexandra, *loc.cit.*, p. 63.

⁷⁶ OLIVIER, Gerrit, et SUCHKOV, Dmitry, *loc. cit.*, p. 148.

⁷⁷ *Ibidem*.

⁷⁸ ARKHANGELSKAYA, Alexandra, *loc.cit.*, p. 63.

⁷⁹ *Ibidem*.

⁸⁰ *Ibidem*.

⁸¹ OLIVIER, Gerrit, et SUCHKOV, Dmitry, *loc.cit.*, p. 148.

convoitises parmi les pays du Nord global⁸². En outre, les gouvernements locaux ont pris des mesures pour pacifier et ainsi créer un climat propice aux investissements⁸³. Rappelons que le continent africain souffre d'une instabilité que d'aucuns qualifient de « chronique⁸⁴ », un contexte susceptible de refroidir d'éventuels investisseurs. Il a fallu attendre près de quinze ans avant que la Russie ne s'engage à nouveau en Afrique pour développer ses activités économiques et commerciales⁸⁵. Ce ré-engagement s'est opéré lors du « *Russia's return as a global role player under the presidency of Vladimir Putin (...), a natural outflow of the rehabilitation of Russia's international status, its new foreign policy role perception, coupled with its new national and international self-confidence and assertiveness on the one hand, and on the other hand, Africa's rise, the emergence of the so-called 'Lions' of Africa, gained international recognition as economic success stories and evidence of greater political stability*⁸⁶ ». Néanmoins, les intérêts géostratégiques encourageant une implantation dans la région ont exercé également une influence notable dans la décision du Kremlin⁸⁷. Les ambitions russes en Afrique se voient confirmées par les propos de Poutine en 2009 : « [si], à une époque, nous avons pu donner l'impression d'avoir perdu tout intérêt pour le continent africain, il est de notre devoir de rattraper le temps perdu. Nous avons quantité de projets et d'idées intéressants et de qualité pour développer notre coopération. La Russie [constate] sans jalousie que d'autres pays ont noué des liens en Afrique, mais elle entend bien défendre [ses] intérêts sur le continent⁸⁸ ». Mais la définition de ses intérêts se fait vis-à-vis des autres puissances en présence. À cet égard, nous formulons l'hypothèse selon laquelle l'Afrique ne serait qu'un outil dans les mains de la Russie pour restaurer son statut de grande puissance vis-à-vis des Européens, dont l'Afrique est le terrain d'influence traditionnel.

Comme nous l'avons dit précédemment, le Kremlin accorde une grande importance à la diplomatie multilatérale. Cette tendance se confirme concrètement sur le terrain par l'établissement de rapports diplomatiques avec l'ensemble des pays du continent et l'ouverture de près d'une quarantaine d'ambassades⁸⁹. La Russie est représentée dans plusieurs organisations régionales telles que l'Union africaine (UA), la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), la Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE), la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) et l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD)⁹⁰. Bien que les sociétés russes se heurtent à un certain nombre d'obstacles en Afrique (difficulté de trouver des niches, besoin permanent du soutien étatique, etc.), la Russie s'est attelée à consolider ses relations avec le continent (annexe 1). Au-delà des opportunités commerciales, cette alliance constituerait un intérêt stratégique, notamment pour freiner les ambitions périlleuses d'un ou de plusieurs pays tentés de dominer le monde entier⁹¹. Le plan de la Fédération – si tant est que nous puissions parler de « plan » – semble s'étendre sur plusieurs années. Enfin, la Russie s'est engagée dans le multilatéralisme avec sa participation aux diverses activités visant à garantir le maintien de la paix et de la sécurité en Afrique subsaharienne. Elle prend ainsi part aux opérations de maintien de la paix des Nations Unies et à la formation des forces de police auxdites missions

⁸² OLIVIER, Gerrit, et SUCHKOV, Dmitry, *loc.cit.*, p. 148.

⁸³ *Ibidem*.

⁸⁴ ELZEIN, Derek, *loc.cit.*, p. 77.

⁸⁵ OLIVIER, Gerrit, et SUCHKOV, Dmitry, *loc. cit.*, p. 148.

⁸⁶ *Ibid.*, p. 149.

⁸⁷ *Ibidem*.

⁸⁸ ARKHANGELSKAYA, Alexandra, *loc.cit.*, pp. 63-64.

⁸⁹ *Ibid.*, p. 68.

⁹⁰ *Ibidem*.

⁹¹ ARKHANGELSKAYA, Alexandra, *loc.cit.*, p. 69.

(par exemple, au cours de l'année 2011, près de 160 policiers de 18 pays d'Afrique ont été formés par ses soins)⁹². Actuellement, la Russie a quelques hommes au Kosovo (MINUK)⁹³ et dans le Sahara occidental (MINURSO)⁹⁴ dans le cadre de ces opérations.

En mars 2013, un sommet des BRICS – le cinquième de son histoire – encourage davantage les relations entre la Russie et le continent africain. L'approfondissement des rapports entre ces deux régions n'est pas étranger à l'appartenance russe au forum, aux côtés du Brésil, de l'Inde, de la Chine et de l'Afrique du Sud⁹⁵. En effet, le groupe est très actif sur le continent africain et s'y positionne fermement. Remarquons également que l'arrivée de l'Afrique du Sud parmi les BRICS a renforcé la tendance africaine prise par la politique étrangère russe⁹⁶. Ce tournant se révèle dans le « *Concept de politique étrangère de la Fédération de Russie*⁹⁷ » proposé en 2013 par le ministère des Affaires étrangères russe. Son point 94 est particulièrement parlant quant aux intentions gouvernementales en Afrique : « *Russia will enhance multifaceted interaction with African states on a bilateral and multilateral basis with a focus on improving political dialogue and promoting mutually beneficial trade and economic cooperation and contribute to settling and preventing regional conflicts and crises in Africa. Developing partnership with the African Union and other regional organizations is an important element of this policy.*⁹⁸ » Nous constatons la poursuite du projet russe en Afrique dans le nouveau Concept de politique étrangère approuvé le 30 novembre 2016. Pour s'en rendre compte, il suffit de consulter le point 99 du document en question : « *Russia will expand multidimensional interaction with African States both in bilateral and multilateral settings by improving political dialogue and promoting mutually beneficial trade and economic ties, stepping up comprehensive cooperation that serves common interests, contribute to preventing regional conflicts and crisis situations, as well as facilitate post-conflict settlement in Africa. Promoting partnership ties with the African Union and sub-regional organizations is an important element of this policy.*⁹⁹ » Ce passage soutient sans équivoque ce à quoi nous assistons ces derniers mois.

Il semble clair que ce regain d'intérêt de Moscou pour l'Afrique et les organisations non occidentales est l'expression du clash russe avec l'Occident et du besoin de former de nouveaux partenariats pour dés-isoler la Russie. Il s'agit d'une conséquence directe de la nouvelle crise Est-Ouest liée à l'Ukraine. Le tournant s'opère ainsi lors de la crise ukrainienne (regroupant l'annexion de la Crimée et le soutien aux séparatistes du sud-est ukrainien)¹⁰⁰. En violant les

⁹² ARKHANGELSKAYA, Alexandra, *loc.cit.*, p. 69.

⁹³ Organisation des Nations Unies, « MINUK », Maintien de la paix, <https://peacekeeping.un.org/fr/mission/minuk>, consulté le 27 septembre 2018.

⁹⁴ Organisation des Nations Unies, « MINURSO », Maintien de la paix, <https://peacekeeping.un.org/fr/mission/minurso>, consulté le 27 septembre 2018.

⁹⁵ ARKHANGELSKAYA, Alexandra, *loc.cit.*, p. 65.

⁹⁶ *Ibid.*, p. 69.

⁹⁷ Le « *Concept de politique étrangère de la Fédération de Russie* » consiste en « *un système d'attitudes envers les principes de base, les axes prioritaires, les objectifs et les tâches de la politique étrangère de la Fédération de Russie* » (ministère des Affaires étrangères de la Fédération de Russie, « *Le Concept de politique étrangère de la Fédération de Russie* (approuvé par le président russe Vladimir Poutine le 30 novembre 2016) », 1^{er} décembre 2016, http://www.mid.ru/fr/foreign_policy/, consulté le 5 septembre 2018.).

⁹⁸ Ministère des Affaires étrangères de la Fédération de Russie, « *CONCEPT OF THE FOREIGN POLICY OF THE RUSSIAN FEDERATION* (approuvé par le Président russe Vladimir Poutine le 12 février 2013) », 18 février 2013, <http://www.mid.ru/fr/>, consulté le 4 septembre 2018.

⁹⁹ Ministère des Affaires étrangères de la Fédération de Russie, « *Foreign Policy Concept of the Russian Federation* (approuvé par le Président russe Vladimir Poutine le 30 novembre 2016) », 1^{er} décembre 2016, http://www.mid.ru/fr/foreign_policy/, consulté le 6 septembre 2018.

¹⁰⁰ ZIEGLER, Charles E., *op.cit.*, p. 75.

normes internationales, la Russie s'est vue exclue du G8¹⁰¹. Pour tenter de minimiser cette sanction, les médias russes ont souligné la participation du président au G20, à l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS) et au forum des BRICS, d'une part, ainsi que l'organisation de la rencontre des chefs des États membres de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE) en 2016 et de la coupe du monde de football en 2018, d'autre part¹⁰².

2. L'investissement russe dans le secteur énergétique africain : simple paradoxe ou phase d'une plus large stratégie ?

Avant de nous pencher sur l'intérêt russe pour les ressources énergétiques africaines, revenons sur la place de la Russie dans le secteur énergétique mondial (annexe 2). Il est intéressant de noter que la Fédération est l'un des pays disposant des plus importantes réserves de gaz au monde et qu'elle se situe dans le top trois des plus grands exportateurs de gaz et d'hydrocarbures¹⁰³.

Suite au marasme général consécutif à l'effondrement de l'URSS, le Kremlin a voulu redresser la barre dans plusieurs secteurs dont celui de l'énergie. Pour concrétiser son projet, il a mené une politique à double volet : d'une part, le contrôle et, d'autre part, la diversification¹⁰⁴. Pour le premier point, il s'agit d'une prise de contrôle des ressources et des réseaux de transport nationaux par le développement/renforcement de « géants énergétiques et de monopoles semi-étatiques¹⁰⁵ ». Ces derniers ont une mission à réaliser à l'étranger : contrôler les infrastructures d'exportation et de distribution. C'est là que se manifeste le deuxième point : la diversification des voies d'exportations et des marchés potentiels¹⁰⁶. Ainsi le gouvernement russe a-t-il récupéré la mainmise sur des réseaux d'acheminement autrefois propriétés de nombreux oligarques¹⁰⁷. Au-delà des réseaux de distribution, Moscou a tenté de prendre le contrôle de l'exploitation des ressources en créant des sociétés étatiques chargées de cette mission (par exemple, Gazprom pour les gazoducs, Transneft pour les oléoducs, etc.)¹⁰⁸. Toutefois, des soupçons pèsent sur l'état russe accusé d'être impérialiste¹⁰⁹. Or cette étiquette est un obstacle majeur au développement économique du pays. Dans une tentative de pallier certaines de ces difficultés, le Kremlin a alors misé sur le développement de partenariats avec plusieurs pays occidentaux, dont l'Allemagne¹¹⁰. Mis à part cette quête de contrôle, Moscou cherche à briser sa dépendance à l'égard des États par lesquels transitent ses ressources¹¹¹. En conséquence, le pays a énormément développé son transport maritime entre 2004 et 2010¹¹². Son but final est de « faire jouer la concurrence entre les États de transit, de vendre au plus offrant des États clients, et finalement d'accroître de manière considérable la marge de manœuvre géopolitique

¹⁰¹ ZIEGLER, Charles E., *op.cit.*, p. 75.

¹⁰² *Ibidem*.

¹⁰³ Cf. TEURTRIE, David, « La stratégie de la Russie dans l'exportation de ses hydrocarbures : contrôle et diversification », *Flux*, vol. 1, n°71, 2008, p. 24, et U.S. Energy Information Administration (EIA), « Country Analysis Brief: Russia », 31 octobre 2017, <https://www.eia.gov/beta/international/analysis.php?iso=RUS>, consulté le 25 septembre 2018.

¹⁰⁴ TEURTRIE, David, *loc.cit.*, p. 25.

¹⁰⁵ TEURTRIE, David, *loc.cit.*, p. 25.

¹⁰⁶ *Ibid.*, p. 25-26.

¹⁰⁷ *Ibidem*.

¹⁰⁸ *Ibidem*.

¹⁰⁹ TEURTRIE, David, *loc.cit.*, p. 26.

¹¹⁰ *Ibid.*, p. 26.

¹¹¹ *Ibid.*, p. 30.

¹¹² *Ibidem*.

de la Russie. En effet, l'objectif des autorités russes n'est autre, à terme, que de pouvoir choisir ses partenaires énergétiques en fonction de leur loyauté politique.¹¹³ »

Néanmoins, la situation a basculé lors de l'annexion de la Crimée en 2014. En représailles, les États-Unis et l'Europe ont appliqué des sanctions à la Russie. Cette dernière en a beaucoup souffert économiquement, d'autant que ces sanctions ont été mises en œuvre en même temps que chutait le cours des prix du pétrole¹¹⁴. Dès lors, Moscou n'a plus été en mesure de financer de nouveaux projets, notamment les plus chers qui concernaient les ressources offshores arctiques¹¹⁵. Au vu du contexte mondial actuel, on peut se demander comment la Fédération de Russie perçoit l'énergie. La réponse est multiple. D'abord, la Fédération conçoit les exportations énergétiques comme un « *multi-purpose security instrument*¹¹⁶ ». Ensuite, elle utilise le secteur énergétique pour atteindre ses objectifs politiques, en jouant notamment sur son contrôle des pipelines pour punir des États récalcitrants ou menant des politiques contraires aux intérêts russes¹¹⁷. Les déclarations du président Poutine et des documents gouvernementaux (cf. : la stratégie énergétique de la Russie en 2003, le concept de sécurité nationale de 2009) confirment que la politique énergétique russe est considérée comme l'instrument le plus crucial de la politique étrangère de la Fédération. Cette politique a pour objectif de promouvoir la restauration du statut de grande puissance de la Russie (particulièrement en Eurasie)¹¹⁸. Ajoutons que Moscou tente aussi d'affaiblir l'UE (importateur majeur de gaz naturel russe) (annexe 3) en usant des « *energy rents, the monopolization of supplies to key countries, and the capabilities of regional organizations such as the new Eurasian Customs Union*.¹¹⁹ »

Voici pour la politique énergétique russe en général. Toutefois, qu'en est-il de celle que le Kremlin mène en Afrique ? Depuis 2006, la Russie a commencé à diversifier ses politiques énergétiques pour vendre des réacteurs nucléaires et monnayer son expertise en la matière au Moyen-Orient, en l'Europe de l'Est, au sein de la CEI¹²⁰ et en Asie¹²¹. Notons que, la même année, la Russie a traversé une crise gazière avec l'Ukraine. Ceci a permis d'observer un point central de la politique étrangère russe : « (...) l'utilisation de l'approvisionnement énergétique comme révélateur du différentiel de puissance entre la Russie et ses voisins.¹²² ».

Plusieurs cas témoignent du lien entre commerce russe d'énergie et commerce russe d'armes, principalement en Afrique¹²³. Par exemple, en Algérie et au Liberia, l'exportation de gaz et l'exportation d'armes vont de pair. Ces pays sont devenus parties intégrantes de la stratégie russe consistant en deux points : « *become the world's dominant gas exporter and gain decisive*

¹¹³ TEURTRIE, David, *loc.cit.*, p. 34.

¹¹⁴ U.S. Energy Information Administration (EIA), « Country Analysis Brief: Russia », 31 octobre 2017, <https://www.eia.gov/beta/international/analysis.php?iso=RUS>, consulté le 25 septembre 2018.

¹¹⁵ *Ibidem*.

¹¹⁶ BLANK, Stephen, « Russian energy and Russian security », *The Whitehead Journal of Diplomacy and International Relations*, vol.12, n°1, 2011, p. 173.

¹¹⁷ *Ibidem*.

¹¹⁸ *Ibidem*.

¹¹⁹ *Ibid.*, p. 174.

¹²⁰ Il s'agit de l'abréviation utilisée pour se référer au Commonwealth of Independent States (informations issues de : ZIEGLER, Charles E., *op.cit.*, p. 82). Il regroupe 12 anciennes républiques soviétiques socialistes : Azerbaïdjan, Arménie, Biélorussie, Géorgie, Kazakhstan, Kirghizistan, Moldavie, Tadjikistan, Turkménistan, Ouzbékistan, Ukraine et Russie (informations issues de la source suivante : Commonwealth of Independent States, « About Commonwealth of Independent States », Commonwealth of Independent States, <http://www.cisstat.com/eng/cis.htm>, consulté le 25 septembre 2018).

¹²¹ BLANK, Stephen, *loc.cit.*, p. 180.

¹²² GOMART, Thomas, *loc.cit.*, 2006, p. 26.

¹²³ BLANK, Stephen, *loc.cit.*, p. 180.

*leverage over Europe through its access to Middle Eastern and African energy sources.*¹²⁴ » Ainsi, en échange d'armes, la Fédération de Russie cherche à atteindre les ressources énergétiques africaines¹²⁵.

Une certaine logique se dessine progressivement : l'État russe vendrait des armes aux pays africains afin d'obtenir un accès privilégié à leurs marchés, à leurs ressources et, en particulier, leurs ressources énergétiques. Ceci fait apparaître le lien établi dans le chef des Russes entre la sécurité énergétique et la sécurité tout court. Les ressources sont utilisées de telle sorte que la Russie, en accroissant sa présence dans le secteur énergétique, devienne un intermédiaire inévitable¹²⁶ pour les autres États qui avaient précédemment tenté de se diversifier. Leur objectif était de se défaire de la dépendance énergétique exercée par la Russie. Or, en devenant incontournable, la Russie est en mesure d'atteindre son but ultime : être reconnue comme une grande puissance et recevoir le respect qui lui est dû.

3. Divergences entre visions occidentale et russe : l'intérêt représenté par les ressources naturelles et énergétiques du continent africain

Nos observations nous ont conduite à nous interroger sur la conception que la Russie et l'Occident ont respectivement de l'exploitation des ressources énergétiques dont regorge l'Afrique. Plus largement, il est pertinent de comparer l'activité de chaque acteur sur le continent africain pour tenter de mieux appréhender le rôle que chacun s'attribue. S'intéresser à leurs différences a toute son importance, car l'Afrique ne semble plus accepter aussi aisément la présence occidentale sur son territoire puisqu'elle ouvre grand les portes à de nouveaux investisseurs provenant de Chine, d'Inde et du Brésil¹²⁷.

3.1. La présence occidentale en Afrique : à la croisée de l'aide au développement, de l'exploitation énergétique et du néocolonialisme

Comme on le sait, le continent africain a été colonisé par plusieurs nations européennes à travers les siècles¹²⁸. Après la Seconde Guerre mondiale, les États colonisés ont brandi le principe du droit à l'autodétermination des peuples pour s'émanciper et obtenir leur indépendance¹²⁹. Il est clair que les anciennes puissances coloniales telles la France et la Grande-Bretagne n'ont pas suivi la même direction au cours de ce processus. Ainsi, à la différence du Royaume-Uni, la France a maintenu une importante présence politique, militaire et économique en Afrique, et ce malgré la décolonisation¹³⁰.

Aujourd'hui, l'Europe conserve une présence militaire en Afrique. Son action principale consiste à promouvoir voire à réaliser des opérations de maintien de la paix menées sous l'égide

¹²⁴ BLANK, Stephen, *loc.cit.*, p. 180.

¹²⁵ *Ibidem*.

¹²⁶ Pour illustrer notre propos, rappelons le cas de l'accord passé entre le géant minier russe de l'aluminium – Russal – et la Guinée, qui a permis au premier d'obtenir les droits d'exploitation d'une des plus importantes mines guinéennes de bauxite (pour plus de détails, consulter l'introduction).

¹²⁷ Banque africaine de développement (groupe), « Russia's Economic Engagement with Africa », *Africa Economic Brief*, vol. 2, n° 7, 11 mai 2011, p. 1.

¹²⁸ MITTLEBEELE, Emmet, *European Colonialism in Africa*, Washington D.C., Georgetown University, 1961, 15 p.

¹²⁹ CORTEN, Olivier, DUBUISSON, François, KOUTROLIS, Vaios *et al.*, *Une introduction critique au droit international*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, 2017, pp. 76-77.

¹³⁰ GEGOUT, Catherine, « Le retrait de l'Europe et la montée en puissance de la Chine en Afrique : une évaluation des approches réalistes, libérales et constructivistes », *Politique européenne*, vol. 1, n°39, 2013, p. 49.

de l'ONU et de l'UA¹³¹. Les objectifs restent la stabilisation de la région et la gestion des flux migratoires vers l'Europe¹³². Bien que les différents États européens mènent des politiques différentes en Afrique, l'UE conserve la même ligne de conduite : soutenir le développement de l'UA en lui fournissant les fonds nécessaires pour les opérations de maintien de la paix et le fonctionnement de ses institutions¹³³. Lorsqu'on examine la politique européenne concernant le continent africain, on constate que l'UE a inscrit son activité en Afrique dans une logique d'aide au développement. À l'heure actuelle, elle serait le plus grand donateur d'aide publique au développement (APD) attribuable aux États respectant les droits de l'homme¹³⁴. En outre, l'UE s'est associée au projet « Objectifs du millénaire pour le développement (OMD)¹³⁵ », pierre angulaire de son action en matière de coopération au développement¹³⁶. Par sa participation, l'UE cherche autant à lutter contre la pauvreté dans le monde qu'à contribuer à « *la construction de la paix et le développement de l'État afin de l'améliorer et de le renforcer*¹³⁷ ». Notons tout de même que l'Europe n'octroie pas seulement son aide aux pays les plus pauvres mais aussi aux anciennes colonies britanniques et françaises telles l'Afrique du Sud et le Ghana¹³⁸.

Toutefois, l'Europe ne restreint pas son activité sur le territoire africain à la coopération au développement. Bien que les relations commerciales entre les deux acteurs soient relativement limitées, il est clair que l'UE s'intéresse particulièrement aux riches pays africains pour les profits potentiels que son secteur privé pourrait amasser¹³⁹.

Ce portrait général de l'activité européenne en Afrique subsaharienne montre que l'Europe semble toujours se considérer comme le contributeur légitime à l'aide au développement et au règlement des conflits. Malgré ce léger relent de néocolonialisme, rien n'indique que l'UE voit autre chose en l'Afrique qu'un réservoir énergétique utile pour assurer ses besoins en ressources naturelles et une source de défis dont les manifestations peuvent se matérialiser aux portes de l'Europe (cf. : l'immigration illégale). La déclaration de Federica Mogherini, la Haute représentante de l'UE pour les affaires étrangères, confirme le rôle que l'Union s'attribue en Afrique et l'évolution qu'elle souhaiterait lui donner au regard du contexte actuel : « *Nous [à savoir, l'UE] passons de notre approche traditionnelle, centrée uniquement sur l'aide, à un partenariat véritable avec l'Afrique dans tous les domaines, du changement climatique à la sécurité, le développement économique, les migrations et évidemment le soutien humanitaire*¹⁴⁰ ».

¹³¹ GEGOUT, Catherine, « Le retrait de l'Europe et la montée en puissance de la Chine en Afrique : une évaluation des approches réalistes, libérales et constructivistes », *Politique européenne*, vol. 1, n°39, 2013, p. 49.

¹³² *Ibidem*.

¹³³ *Ibid.*, p. 50.

¹³⁴ Commission européenne, *Coopération internationale et développement. Lutter contre la pauvreté dans un monde en mutation*, 2014, p. 3, et GEGOUT, Catherine, *loc.cit.*, p. 54.

¹³⁵ Arrivé à échéance en 2015, ce projet a été initié par l'ONU et se composait de huit objectifs tournés vers les populations les plus pauvres dans le monde. À sa suite, nous avons vu apparaître les 17 « Objectifs de développement durable » (ODD) dont la date d'expiration se situe en 2030 (Cf. Organisation des Nations Unies, « Éliminer la pauvreté, c'est possible : Objectifs du millénaire pour le développement et l'après-2015 », <http://www.un.org/fr/millenniumgoals/>, consulté le 25 septembre 2018.

¹³⁶ Commission européenne, *Coopération internationale et développement. Lutter contre la pauvreté dans un monde en mutation*, 2014, p. 5.

¹³⁷ *Ibidem*.

¹³⁸ GEGOUT, Catherine, *loc.cit.*, p. 54.

¹³⁹ *Ibid.*, p. 54-58.

¹⁴⁰ Agence d'information d'Afrique centrale, « Afrique : l'UE veut dépasser son rôle de bailleur, mise sur la jeunesse », 16 mai 2017, <http://www.adiac-congo.com/content/afrique-lue-veut-depasser-son-role-de-bailleur-mise-sur-la-jeunesse-64262>, consulté le 25 septembre 2018.

3.2. La présence russe en Afrique : entre soutien à l'indépendance, promotion du développement et exploitation énergétique comme outil de puissance

Comme nous l'avons précédemment indiqué, la Fédération de Russie ne partage pas le passif des États européens en Afrique, particulièrement dans sa partie subsaharienne. À l'époque de la Guerre froide et de la décolonisation, l'URSS était plutôt considérée comme une alternative au modèle américain (et, plus largement, occidental)¹⁴¹. Dans les années 1960, la politique soviétique concernant l'Afrique visait plusieurs secteurs d'activités. Ce court extrait donne un rapide aperçu de ses activités sur l'ensemble du continent : « *the Soviet Union and its allies ... succeeded in projecting themselves importantly as a force in African affairs. Their engagement is reflected by the continuing presence of substantial Cuban expeditionary forces in Angola and Ethiopia; by Soviet security guarantees to the front-line states in southern Africa; by the far-flung activities of East German technical and security advisers; by increased tempos of economic and political interaction, arms transfers and naval visits, and by the rise of radical African regimes willing to experiment with Soviet methods as models for partial emulation*¹⁴² ».

Ainsi l'URSS était-elle le premier fournisseur d'armes conventionnelles des États d'Afrique subsaharienne¹⁴³. Précisons que Moscou désirait uniquement devenir un acteur militaire central en Afrique et non un pourvoyeur d'aide économique¹⁴⁴ (à la différence des États européens). Ceci nous amène à dire qu'aujourd'hui, nous faisons face à un changement dans la continuité plutôt qu'à des ruptures entre les périodes soviétique et post-soviétique, lors que nous nous référons à cette ambition restauratrice soutenue particulièrement sous la présidence de Vladimir Poutine. Ceci se manifeste aussi ici dans la volonté de récupérer les marchés africains. Sous l'ère soviétique, Moscou a progressivement souhaité s'attaquer à la dimension politique de ses relations avec le continent. La Russie a alors développé des relations officielles bilatérales avec nombre d'États africains, faisant passer le nombre d'états concernés de 36 à la fin des années 1960 à 50 au cours des années 1970)¹⁴⁵. Il convient aussi de souligner que l'Union soviétique, qui était avant tout une puissance idéologique, cherchait à promouvoir ses valeurs pour les diffuser à travers le continent¹⁴⁶. Selon le point de vue soviétique, l'idéologie était un outil pour faire valoir les intérêts de l'URSS et affecter la position des forces en place, à savoir les puissances coloniales du bloc de l'Ouest. En outre, les leaders de l'URSS ont pris conscience de l'intérêt de soutenir – de manière directe ou indirecte – les mouvements de « libération nationale » d'obédience marxiste qui émergeaient dans la région¹⁴⁷. Il est alors apparu une sorte de reconnaissance mutuelle dans laquelle les « *Soviet leaders and African leaders share[d] an "historicalist" conception of time in which events are moving inevitably toward the elimination of national and racial oppression*¹⁴⁸ ». De leur côté, ces groupes voyaient l'Union soviétique comme un fournisseur d'armes et de formation¹⁴⁹. Mis à part ce support politique, l'URSS a également conclu nombre d'accords avec plusieurs pays africains. Ces accords consistaient en des programmes d'échanges dans des universités soviétiques et autres académies politiques ou

¹⁴¹ SCHMIDT, Elizabeth, « Foreign Intervention in Africa: From the Cold War to the War on Terror », Stanford, New York : Cambridge University Press, 2013, Pages 26, ISBN 9780521709031, citée par SHUBIN, Vladimir, in *Scientia Militaria – South African Journal of Military Studies*, vol. 42, n°1, 2014, p.133.

¹⁴² NATION, Craig R., et KAUPPI, Mark V., *The Soviet Impact in Africa*, États-Unis, D.C. Heath, 1984, p. 4.

¹⁴³ DESFOSES, Helen, « The USSR and Africa », *A Journal of Opinion*, vol. 16, n°1, 1987, p. 4.

¹⁴⁴ *Ibid.*, p. 9.

¹⁴⁵ *Ibid.*, p. 4.

¹⁴⁶ *Ibidem.*

¹⁴⁷ *Ibidem.*

¹⁴⁸ *Ibidem.*

¹⁴⁹ *Ibidem.*

militaires de l'Union soviétique¹⁵⁰. Ils seront mis en œuvre dès 1950¹⁵¹. Au final, près de 25.000 Africains ont été formés dans diverses institutions soviétiques via ces programmes¹⁵². Parmi les traités, plusieurs d'entre eux étaient de type commercial (42) et d'autres plutôt d'assistance économique et technique (37)¹⁵³.

Malgré l'effondrement de l'URSS à l'issue de la Guerre froide et son retrait du continent africain pour se rapprocher des Occidentaux, Moscou bénéficie toujours de cette image qu'elle s'est construite au fil du temps¹⁵⁴. Après avoir traversé cette période difficile de son histoire, la Russie a voulu restaurer son ancien statut de grande puissance. Or l'Afrique, par ses multiples ressources naturelles et ses marchés émergents, s'est révélée particulièrement attractive pour les investisseurs russes¹⁵⁵. Progressivement, le Kremlin et ses entreprises (les plus importantes sociétés russes et leurs secteurs d'investissement sont recensés dans le tableau repris à l'annexe 4) y ont vu le moyen d'étendre leur influence à travers le monde, au-delà de leurs frontières et de celles de la CEI. Cependant, en 2009, l'Afrique ne représentait toujours que 1 % du commerce mondial de la Fédération de Russie, car les équipements en place étaient technologiquement dépassés et donc incapables de répondre aux objectifs commerciaux russes¹⁵⁶.

En somme, la Russie a bien compris le potentiel financier que renferment les sous-sols africains (par exemple, l'uranium, le pétrole, etc.). Lors du X^e sommet des BRICS (25-27 juillet 2018 à Johannesburg), le président Vladimir Poutine a annoncé la conclusion prochaine de partenariats visant à développer le secteur énergétique du Mozambique, de l'Angola et du Gabon¹⁵⁷. Ces investissements touchent autant aux domaines pétroliers, gaziers que nucléaires de la région et ont pour but, à terme, de consolider le domaine énergétique du continent africain, de créer de nouveaux emplois et de soutenir les PME locales¹⁵⁸. Notons que ce rapprochement avec l'Angola n'est sans doute pas étranger aux récentes discussions concernant un approfondissement de la coopération militaro-technique russo-angolaise¹⁵⁹. En outre, ce sommet, intitulé « *BRICS in Africa: Collaboration for Inclusive Growth and Shared Prosperity in the 4th Industrial Revolution* »¹⁶⁰, a dressé une liste de plusieurs domaines de travail dont l'emploi, la lutte contre le terrorisme, la migration, la sécurité énergétique et le maintien de la

¹⁵⁰ ARKHANGELSKAYA, Alexandra, *loc.cit.*, p. 62.

¹⁵¹ *Ibidem*.

¹⁵² *Ibidem*.

¹⁵³ ARKHANGELSKAYA, Alexandra, *loc.cit.*, p. 63.

¹⁵⁴ Banque africaine de développement (groupe), *loc.cit.*, p. 1.

¹⁵⁵ *Ibidem*.

¹⁵⁶ Banque africaine de développement (groupe), *loc.cit.*, p. 3.

¹⁵⁷ DUKOR, Grégory, « Poutine explique comment la Russie aidera l'Afrique dans le secteur énergétique », Sputnik, 27 juillet 2018, <https://fr.sputniknews.com/international/201807271037389450-poutine-russie-afrique-energie-aide/>, consulté le 27 septembre 2018. (NB : connue pour être pro-russe, cette source doit être utilisée avec un regard critique mais dans le cas présent, elle peut être utile vu que nous ne faisons que rapporter les propos du président tenus lors du X^e sommet des BRICS).

¹⁵⁸ *Ibidem*.

¹⁵⁹ Angola Press, « Angola and Russia discuss strengthening of military cooperation », Angola Press, 23 mai 2017, <http://www.angop.ao/>, consulté le 8 octobre 2018.

¹⁶⁰ BRICS, *BRICS in Africa: Collaboration for Inclusive Growth and Shared Prosperity in the 4th Industrial Revolution. 10TH BRICS SUMMIT JOHANNESBURG DECLARATION*, Sandton Convention Centre (Johannesbourg, Afrique du Sud), 2018, p. 1.

paix¹⁶¹. Toutes ces préoccupations et la participation de la Russie à ce forum témoignent de l'importance que la Fédération accorde au multilatéralisme.

Notons que, par une étrange coïncidence, l'activité des cinq membres du BRICS est similaire, au moins par ses thématiques, au programme d'action européen. Dans son dernier discours sur l'état de l'Union, Jean-Claude Juncker, président de la Commission européenne, annonce notamment que « *[W]e [i.e., the EU'] are proposing a new Alliance for Sustainable Investment and Jobs between Europe and Africa. [It] would help create up to 10 million jobs in Africa in the next 5 years alone.*¹⁶² » Ce nouveau projet de partenariat inclut d'autres axes de travail comme l'éducation, le changement climatique ou encore l'investissement dans les PME¹⁶³. Les sujets se recoupent sans équivoque. Force est donc de constater que la Russie, prise individuellement, et les États européens participent activement à des missions communes et semblent, de prime abord, viser des buts communs. Par exemple, dans le cadre de l'opération onusienne de maintien de la paix MINUSCA, on peut citer « *le modèle de solidarité internationale*¹⁶⁴ » destiné aux Forces Armées Centrafricaines (FACA) qui reçoivent leur formation de l'EUTM (mission européenne) et sont équipées par la Russie, la France, la Chine, etc¹⁶⁵. Une véritable coopération internationale est mise en place pour mener à bien ce type de projet.

Toutefois, alors que la finalité de l'action européenne sur le continent africain reste principalement axée sur l'aide au développement, l'intensification des relations commerciales et l'exploitation des ressources naturelles pour assurer sa sécurité énergétique, Moscou attribue plutôt un rôle stratégique à l'Afrique. Ceci amène la Banque africaine de développement à déclarer que « *Russia's geopolitical goal to extend Europe's dependence on the import of its energy also inspired its quest for Africa's natural resources.*¹⁶⁶ »

4. La valeur ajoutée de la Russie en Afrique subsaharienne : l'industrie de l'armement et la coopération en matière de sécurité et défense

Pendant les années 2000, l'industrie de défense russe a connu une nette amélioration sur le plan financier et politique¹⁶⁷. À partir de 2005, le soutien du gouvernement à la relance du complexe militaro-industriel s'est manifesté par la formation de groupes industriels¹⁶⁸. L'objectif de la manœuvre consistait à restaurer la compétitivité du secteur industriel russe sur le marché international. Alors que ce secteur était privé d'un budget substantiel durant la décennie précédente¹⁶⁹, le taux de commandes nationales et l'investissement dans le domaine de la

¹⁶¹ BRICS, *BRICS in Africa: Collaboration for Inclusive Growth and Shared Prosperity in the 4th Industrial Revolution. 10TH BRICS SUMMIT JOHANNESBURG DECLARATION*, Sandton Convention Centre (Johannesbourg, Afrique du Sud), 2018, pp. 4-9.

¹⁶² Commission européenne, « État de l'Union », 2018, http://europa.eu/rapid/press-release_IP-18-5702_fr.htm, consulté le 27 septembre 2018.

¹⁶³ STROOBANTS, Jean-Pierre, « Jean-Claude Juncker promet à l'Afrique la création de 10 millions d'emplois », *Le Monde Afrique*, 12 septembre 2018, <https://www.lemonde.fr/afrique/article/2018/09/12/>, consulté le 27 septembre 2018.

¹⁶⁴ Organisation des Nations Unies, « Note d'information – MINUSCA », *Maintien de la paix*, 12 septembre 2018, <https://peacekeeping.un.org/fr/la-minusca>, consulté le 27 septembre 2018.

¹⁶⁵ *Ibidem*.

¹⁶⁶ Banque africaine de développement (groupe), *loc.cit.*, p. 6.

¹⁶⁷ FACON, Isabelle, « Industrie d'armement russe : une situation paradoxale », *Géoéconomie*, vol. 2, n°57, 2011, p. 61.

¹⁶⁸ *Ibid.*, p. 64.

¹⁶⁹ *Ibid.*, p. 62.

recherche et du développement concurrent – et connaissent encore – une forte augmentation. Ensemble, ils participent au retour russe sur le marché mondial de l’armement, et ce malgré la crise financière de 2009¹⁷⁰. On doit de tels résultats à la stabilité des exportations d’armement, au maintien du budget d’acquisition et au développement de mesures anti-crise prévues pour ce secteur d’activité¹⁷¹.

Au cours de l’année 2009, la Russie a lancé un vaste programme de modernisation (connu sous le nom de « *State Armament Programme*¹⁷² ») financé par les bénéfices croissants de l’exportation de pétrole¹⁷³. L’objectif était d’améliorer les capacités productives de l’industrie d’armement russe et les capacités militaires des forces armées russes. Comme dit précédemment, cette initiative est corrélée à l’approche poutinienne de la politique étrangère. Dans le *SIPRI Yearbook 2015* publié annuellement par l’institut éponyme, on lit que le « *Russia’s modernization programme therefore seems to be continuing to rely on finding a balance between increasing indigenous capacities and using foreign suppliers to fill some gaps*¹⁷⁴ ». Selon les observations du SIPRI, ce programme de modernisation aurait porté ses fruits. Les grandes entreprises d’armement russes auraient progressivement grimpé les échelons de sorte que, par exemple, nous retrouvons, en 2015, un nombre significatif de grands groupes russes (par exemple, Almaz-Antey) dans le top 100 des plus gros vendeurs d’armes¹⁷⁵. Pour accélérer son évolution, « *the Russian authorities, when importing weapons systems, have regularly sought to include technology transfers in the framework of joint ventures or co-production of the system in question*¹⁷⁶ ».

Moscou a fait le choix d’investir dans le secteur de l’armement pour différents motifs, mais les principaux demeurent directement liés à l’orientation prise par sa politique étrangère. Tout d’abord, il semble bien que la nouvelle équipe gouvernementale a cherché, dès le départ, à rendre une certaine crédibilité à l’appareil de défense russe¹⁷⁷. Ce premier point est présenté comme incontournable pour obtenir le respect des autres puissances mondiales¹⁷⁸. Le prestige russe est également restauré via ses exportations d’armes, utiles à la croissance économique et à la démonstration de ses capacités technologiques et industrielles¹⁷⁹. Ensuite, le Kremlin aurait décidé de faire de tels investissements dans le complexe industriel de défense afin de diversifier l’économie russe¹⁸⁰. Cette dernière étant perçue comme une économie de rente, les dirigeants russes ont voulu casser cette image. Or, ils restent persuadés que « *les entreprises de défense sont la partie la plus compétitive du secteur non-matières premières de l’économie nationale de la Russie*¹⁸¹ ». Il est intéressant de constater que le pouvoir actuel a la même vision de l’industrie de l’armement que les anciens leaders soviétiques : ce secteur industriel est considéré comme la source majeure d’innovations scientifiques et technologiques¹⁸².

¹⁷⁰ FACON, Isabelle, « Industrie d’armement russe : une situation paradoxale », *Géoéconomie*, vol. 2, n°57, 2011, p. 61.

¹⁷¹ *Ibid.*, p. 61-62.

¹⁷² FLEURANT, Aude, « Arms production and military services », dans *SIPRI Yearbook 2015: Armaments, Disarmaments and International Security* (dir. SIPRI), Oxford, Oxford University Press, 2015, p. 450.

¹⁷³ *Ibidem.*

¹⁷⁴ *Ibidem.*

¹⁷⁵ *Ibidem.*

¹⁷⁶ *Ibidem.*

¹⁷⁷ FACON, Isabelle, *loc.cit.*, p. 62.

¹⁷⁸ *Ibidem.*

¹⁷⁹ *Ibid.*, p. 63.

¹⁸⁰ *Ibid.*, p. 62.

¹⁸¹ *Ibidem.*

¹⁸² *Ibidem.*

La Fédération de Russie (tout comme l'URSS avant elle) considère le secteur de l'armement comme un véritable instrument de politique étrangère¹⁸³. Dmitri Rogozine, précédent vice-Premier ministre en charge de l'industrie de l'armement russe, a déclaré en 2013 que le service russe de coopération militaro-technique, l'agence responsable des exportations d'armes, était « *the country's second foreign policy agency*¹⁸⁴ » et considérait que la Russie, par la vente d'armes, « *could gain or increase [its] influence in other countries*¹⁸⁵ ». Notons que, bien que la Russie soit le deuxième plus grand exportateur d'armes au monde, son taux d'exportation n'est pas identique lorsque nous nous intéressons aux catégories de matériel militaire. Ainsi, entre 2000 et 2016, l'essentiel des bénéfices a résulté de la vente de systèmes de défense aérienne, suivie par les missiles et les avions (annexe 5). Ces résultats reflètent les trois secteurs les plus réputés du complexe militaro-industriel russe. À l'opposé, ce dernier est moins performant dans le domaine de l'artillerie et des systèmes de capteurs¹⁸⁶. Malgré les difficultés rencontrées à la fin de l'ère soviétique, la Russie est parvenue à maintenir ce secteur à flot en produisant des équipements robustes, car il lui a toujours tenu à cœur de maintenir une industrie de défense autonome et la moins dépendante possible de l'importation de pièces étrangères¹⁸⁷. Par comparaison avec la décennie 1990, la Russie cherche activement à diversifier ses clients en développant de nouvelles relations commerciales, notamment avec plusieurs pays d'Afrique (annexe 6)¹⁸⁸.

Toutefois, il est important de préciser que le marché africain représente une faible part des ventes russes (3 % entre 2012 et 2016) et regroupe seulement quelques pays d'Afrique subsaharienne (Érythrée, Éthiopie, Soudan, Ouganda, Angola, Ghana et Nigeria)¹⁸⁹. Bien que les armes russes aient beaucoup de succès dans la région, il n'en reste pas moins que les États locaux ont des budgets trop modestes. Cela n'empêche pas pour autant certains marchands d'armes tels Rosoboronexport de renforcer leurs positions sur place puisqu'ils conçoivent l'Afrique comme un marché en croissance¹⁹⁰. Dans les faits, nous pouvons observer cette nouvelle tendance, car plusieurs fournisseurs russes ont décidé de donner une chance à ce marché émergent en adaptant leur offre : cela va de la fourniture d'anciens équipements ou de services à la réparation de matériel¹⁹¹. Pour devenir à terme une destination de choix, le continent africain devra nécessairement connaître une accélération durable de sa croissance économique¹⁹².



Suite à ces considérations, comment pouvons-nous expliquer cette implication russe en Afrique subsaharienne ? Selon R. Connolly et C. Sendstad, « (...) *Russia's importance as a supplier of armaments there means that it could exploit any political capital that might be gained from*

¹⁸³ CONNOLLY, Richard, et SENDSTAD, Cecile, « Russia's Role as an Arms Exporter. The Strategic and Economic Importance of Arms Exports for Russia », *The Royal Institute of International Affairs*, mars 2017, p. 3-4.

¹⁸⁴ *Ibid.*, p. 4.

¹⁸⁵ *Ibidem.*

¹⁸⁶ *Ibidem.*

¹⁸⁷ CONNOLLY, Richard, et SENDSTAD, Cecile, *loc.cit.*, p. 7-8.

¹⁸⁸ *Ibid.*, p. 9-10.

¹⁸⁹ *Ibid.*, p. 20.

¹⁹⁰ *Ibid.*, p. 21.

¹⁹¹ CONNOLLY, Richard, et SENDSTAD, Cecile, *loc.cit.*, p. 21.

¹⁹² *Ibidem.*

*this position by seeking to acquire basing rights for its armed forces, or by supporting its energy and mining firms in gaining rights to exploit African natural resources*¹⁹³ ». Ainsi, les analyses consultées dans le cadre de cette étude nous ont amenée à conclure que les intentions de Moscou vont plus loin que ce qui est présenté à la face du monde. Nous allons nous efforcer de le démontrer plus avant. Nous savons que la Fédération de Russie désire s'affirmer sur la scène internationale. Or, comme Ziegler nous le rappelle commodément, les capacités militaires sont étroitement liées à l'influence diplomatique¹⁹⁴. Étant donné une telle affirmation, nous ne devrions pas nous étonner de l'investissement massif de la Russie dans son complexe militaro-industriel national...

Aujourd'hui, Moscou s'immisce sur le territoire africain en agissant de différentes manières. Nous avons précédemment analysé le rôle de l'instrument énergétique. Nous venons de nous pencher sur une autre voie d'action qui n'est autre que l'utilisation de son industrie de défense (favorisée par sa notoriété) pour développer ses relations avec l'Afrique. Cela nous amène à nous intéresser aux différentes formes qu'a prises ce regain d'intérêt pour le continent africain. Nous observerons la mise en pratique de cette nouvelle stratégie à l'aide d'une étude des secteurs de la défense concernés par les nouveaux accords conclus entre la Russie et les États africains. Le tout sera illustré à l'aide d'exemples régionaux.

¹⁹³ CONNOLLY, Richard, et SENDSTAD, Cecilie, *loc.cit.*, p. 21.

¹⁹⁴ ZIEGLER, Charles E., *loc.cit.*, p. 76.

Axes de la coopération russo-africaine en matière de sécurité et défense

Le gouvernement russe est de « retour » en Afrique subsaharienne après des années d'absence. Dans la conduite de sa politique étrangère largement conditionnée par un anti-occidentalisme croissant qui a culminé en 2013-2014, dans la crise ukrainienne et en 2015, dans l'intervention syrienne, toutes deux, du fait de l'escalade des tensions avec l'Ouest, ont imposé une diversification des vecteurs de la politique étrangère de Moscou, notamment vers l'Afrique.

Au cours des dernières années, la Russie est intervenue notamment en Ukraine où, en 2014, elle a annexé illégalement la Crimée¹⁹⁵. Ses intentions concernant l'est ukrainien (plus précisément, le Donbass composé des Républiques populaires autoproclamées de Donetsk et de Louhansk) sont plus mitigées¹⁹⁶. Cet événement majeur a provoqué un changement radical dans les relations entre la Russie et le reste de la communauté internationale. Nous constatons, par exemple, que la coopération encadrée par le Conseil OTAN-Russie a été suspendue à partir d'avril 2014 suite à l'ingérence russe en Ukraine¹⁹⁷. En outre, depuis septembre 2015, la Russie se bat sur le front syrien aux côtés de son allié, le président Bachar el-Assad¹⁹⁸. Pour illustrer cette politique étrangère calquée sur la théorie réaliste, nous pouvons examiner l'intervention russe en Syrie. Cette intervention sert plusieurs objectifs du président Poutine. Tout d'abord, elle lui permet de montrer que la Russie est un État avec lequel il faut à nouveau composer sur le plan international¹⁹⁹. Ensuite, Vladimir Poutine protège son seul et unique allié au Moyen-Orient. Veiller à la pérennité du gouvernement de Bachar el-Assad assure à la Russie un accès à la mer Méditerranée. Et c'est là un élément stratégique important au regard de la volonté russe de moderniser son appareil défensif et d'accroître son nombre de points d'appui à l'étranger, dont elle manque cruellement²⁰⁰. Le dernier objectif du président russe en Syrie consiste à éliminer « à la racine » toute menace islamiste potentielle qui pourrait réactiver le risque sécessionniste de certaines régions musulmanes de Russie (cf. le cas du Caucase)²⁰¹.

La décision de Moscou de mener ces actions à l'étranger a encouragé le développement de plusieurs de ses secteurs de la sécurité et de la défense. Ces innovations sont au cœur des accords de coopération que la Fédération de Russie a signés avec plusieurs États africains. Nous nous pencherons ici sur trois matérialisations de ces accords : la vente d'armes et de matériel en tout genre, l'envoi de sociétés militaires privées (SMP)²⁰² et les autres services proposés, tels que la formation des forces armées locales et les missions de conseil. Nous illustrerons nos propos au moyen de cas spécifiques.

¹⁹⁵ DUMOULIN, André, « Crise russo-ukrainienne. Conséquences sur les politiques de défense OTAN, UE et de défense nationale », *Sécurité & Stratégie* (IRSD), n°125, juin 2016, p. 6.

¹⁹⁶ *Ibid.*, p. 5.

¹⁹⁷ Organisation du Traité de l'Atlantique Nord, « Relations avec la Russie », Dossiers de l'OTAN, 7 septembre 2018, https://www.nato.int/cps/fr/natohq/topics_50090.htm?selectedLocale=fr, consulté le 10 septembre 2018.

¹⁹⁸ MENS, Yann, « En Syrie, la Russie applique la solution militaire », *Esprit*, vol. 11, n°429, novembre 2016, p. 15.

¹⁹⁹ *Ibid.*, p. 16.

²⁰⁰ *Ibidem*.

²⁰¹ *Ibidem*.

²⁰² Définies comme des « *corporations specializing in military services* » (AKCINAROGLU, Seden, et RADZISZEWSKI, Elizabeth, « Private Military Companies, Opportunities, and Termination of Civil Wars in Africa », *Journal of Conflict Resolution*, vol. 57, n°5, 2012, p. 796.).

1. Exportations d'armes et d'équipements

Au-delà de notre sujet d'étude, il faut savoir que la vente d'armes est un « *outil d'influence diplomatique considérable*²⁰³ ». Selon Romain Mielcarek, spécialiste des questions de défense, d'influence et de relations internationales, vendre des armes est « *un dialogue dans lequel chacun fait valoir ses arguments, ses menaces et ses intérêts : vendeurs comme acheteurs*²⁰⁴ » et n'est, a priori, réalisé qu'avec des pays avec lesquels nous envisageons de conserver des contacts sur le long terme²⁰⁵. Cette démarche vise à atteindre, généralement, deux buts majeurs : d'une part, engranger des bénéfices économiques destinés à l'entretien et le développement des compétences technico-industrielles de défense voire de bureaux d'études et, d'autre part, à transmettre des messages diplomatiques et politiques (cf. : la Russie vend de l'armement à la Chine et au Venezuela, tous deux visés par des embargos européens)²⁰⁶. Notons également que ces transferts d'armement ne viennent pas seuls : ils sont souvent associés à d'autres types de services comme la construction de diverses infrastructures dans l'État acheteur, la formation et le maintien en conditions opérationnelles des équipements et des équipages²⁰⁷.

L'intervention russe dans le conflit syrien offre un avantage commercial. Soyons clairs, elle a fourni à Moscou une occasion inespérée de faire un « coup de pub » pour son matériel militaire. Le Kremlin a pu démontrer les progrès technologiques que son industrie de défense a accomplis ces dernières années²⁰⁸. Il est reconnu que « *la Russie répond à une demande. Son opération en Syrie a servi d'exercice de marketing et a boosté les exportations*²⁰⁹ ». Ceci lui a permis de conforter sa place de deuxième exportateur d'armes mondial (annexes 7 et 8), juste derrière les États-Unis²¹⁰. En Syrie, la Fédération de Russie a ainsi démontré la fiabilité de son matériel militaire.

Lors de salons de vente tels *Armia 2017* (dont c'était la troisième édition), les acheteurs confirmaient cette nouvelle tendance : « *Pour moderniser notre armée, les Russes ont des technologies fiables et pas trop chères*²¹¹ ». La Russie se tourne vers le marché des pays émergents, particulièrement depuis sa mise en quarantaine par les Occidentaux suite au conflit ukrainien²¹². Résultat : de nombreuses délégations asiatiques et africaines se rendent à ces salons d'armement russes²¹³. Plusieurs types d'armement sont en vogue. Lors du salon *Armia 2017*, les acheteurs se pressaient autour du nouveau char de combat doté d'une commande téléguidée, l'*Armata*. Cependant, les délégations ont scellé davantage de contrats d'acquisition portant sur des modèles de char de combat plus anciens comme le T-90. Dans le secteur aérien,

²⁰³ MIELCAREK, Romain, « Les ventes d'armes, un outil d'influence », *Diplomatie : Affaires stratégiques et Relations internationales*, n°92, mai-juin 2018, p. 48.

²⁰⁴ *Ibid.*, p. 49.

²⁰⁵ *Ibidem*.

²⁰⁶ *Ibidem*.

²⁰⁷ *Ibidem*.

²⁰⁸ MIELCAREK, Romain, *loc.cit.*, p. 50.

²⁰⁹ QUENELLE, Benjamin, « Moscou intensifie sa quête de nouveaux marchés militaires », *Les Echos*, 29 août 2017.

²¹⁰ WEZEMAN, Siemon T., PERLO-FREEMAN, Sam, et WEZEMAN, Pieter D., « Developments in arms transfers, 2014 », dans *SIPRI Yearbook 2015: Armaments, Disarmaments and International Security* (dir. SIPRI), Oxford, Oxford University Press, 2015, p. 405.

²¹¹ WEZEMAN, Siemon T., PERLO-FREEMAN, Sam, et WEZEMAN, Pieter D., « Developments in arms transfers, 2014 », dans *SIPRI Yearbook 2015: Armaments, Disarmaments and International Security* (dir. SIPRI), Oxford, Oxford University Press, 2015, p. 405.

²¹² *Ibidem*.

²¹³ *Ibidem*.

Russian Helicopters offrait des versions modernisées d'une « valeur sûre », le Mi-8 Hip²¹⁴. Du côté des armes légères et de petit calibre, (ALPC²¹⁵), Kalachnikov, le célèbre fabricant de l'AK-47, proposait de faire découvrir toute l'ampleur de ses innovations en matière de drones, bateaux et autres robots²¹⁶. Rappelons que l'AK-47 reste un *must* au regard de ses quatre qualités majeures : faible coût de production, facilité d'utilisation, usage par tous les temps et durabilité²¹⁷. Il existe près de 150 modèles de Kalachnikov, le premier étant l'AK-47 né en 1949. La version la plus récente est dénommée AK-12. Elle est plus fiable, plus précise et mieux adaptée aux besoins militaires russes actuels²¹⁸. Toutefois, bien que les fabricants russes remportent des succès indéniables, leurs productions souffrent de deux inconvénients : la qualité du service après-vente et le poids des équipements qui demeure élevé, alors que la demande générale vise l'économie de poids²¹⁹. Récemment, la Russie a exporté des hélicoptères Mi-8/17 et Mi-24/35 en Angola, au Mali, au Nigeria, au Soudan, en Ouganda et au Rwanda²²⁰. Aujourd'hui, plusieurs sociétés russes spécialisées dans la vente d'armements commercent avec l'Afrique. C'est le cas, notamment, de Rosoboronexport qui collabore avec l'Union africaine pour équiper et entraîner les forces de maintien de la paix²²¹. Au-delà du circuit classique de vente de matériel militaire, nous pouvons nous pencher sur les accords de coopération que la Fédération de Russie a signés avec plusieurs pays d'Afrique subsaharienne. Parmi eux, nous retrouvons la République centrafricaine qui a conclu, en marge du salon *Army 2018* du mois d'août dernier, un accord de défense avec Moscou²²². Ce pacte comporte plusieurs clauses comme la livraison d'armes à l'armée nationale après avoir obtenu une exemption à l'embargo onusien²²³. Nous constatons que de pareilles dispositions ont été prises avec la République démocratique du Congo, bien avant la conclusion de l'accord de coopération militaire et technique avec la Russie de cette année²²⁴. Déjà en 1999, une convention comparable avait été passée entre les deux pays et a été seulement votée par le Sénat congolais en juin 2018²²⁵. Nous y retrouvons plusieurs clauses concernant la livraison d'armes et de matériel. D'autres équipements ont été mis à la disposition du gouvernement congolais et des Forces Armées de la République Démocratique du Congo (FARDC), tels que des infrastructures modernes, des véhicules (livraison de 30 camions au bureau congolais du Programme alimentaire mondial en 2016)²²⁶.

²¹⁴ QUENELLE, Benjamin, « Moscou intensifie sa quête de nouveaux marchés militaires », *Les Echos*, 29 août 2017.

²¹⁵ KINSELLA, David, « Illicit arms transfers to Africa and the prominence of the former Soviet bloc: a social network analysis », *Crime, Law and Social Change*, vol. 62, n°5, 2014, p. 523.

²¹⁶ *Ibidem*.

²¹⁷ D'SOUZA, Viandra, « Gunning for a legacy! What you need to know about Russia's famous AK-47 rifles », *The Economic Times*, 19 avril 2018.

²¹⁸ *Ibidem*.

²¹⁹ *Ibidem*.

²²⁰ GORKA, Alex, « Russia, Central Africa Sign New Military Cooperation Agreement », Strategic Culture Foundation, 22 août 2018, <https://www.strategic-culture.org/news/2018/08/22/russia-central-africa-sign-new-military-cooperation-agreement.html>, consulté le 3 octobre 2018.

²²¹ KLOMEGAH, Kester Kenn, « TRADE: Russia Supplying Legal And 'Illegal' Arms to Africa », *Inter Press Service*, 29 janvier 2009.

²²² Euronews, « La Russie et la Centrafrique signent un accord militaire », 22 août 2018, <https://fr.euronews.com/2018/08/22/la-russie-et-la-centrafrique-signent-un-accord-militaire>, consulté le 2 octobre 2018.

²²³ *Ibidem*.

²²⁴ Agence congolaise de presse, « Vote au Sénat du projet de loi portant ratification de la convention de coopération militaire entre la RDC et la Russie », *Agence congolaise de presse*, 13 juin 2018.

²²⁵ *Ibidem*.

²²⁶ Agence congolaise de presse, « Vote au Sénat du projet de loi portant ratification de la convention de coopération militaire entre la RDC et la Russie », *Agence congolaise de presse*, 13 juin 2018 et Agence congolaise

À côté des marchés légaux, les armes circulent aussi au sein de réseaux parallèles. Ainsi, Bright Simons, un chercheur spécialisé dans les relations russo- et sino-africaines, considère que la Russie « (...) *seems increasingly to be selling arms outside official channels to smuggling and contraband rings, thus sustaining vicious local conflicts across the continent*²²⁷. » Nombre de ces trafics ont vu le jour dans la foulée de la chute de l'URSS et de la dissolution du Pacte de Varsovie. Ces deux événements majeurs ont, en effet, provoqué la soudaine disponibilité de quantités faramineuses d'équipements militaires²²⁸. Il est intéressant de constater que l'origine des dépôts illégaux d'armes varie en fonction de la zone géographique considérée²²⁹. Tantôt, ils sont issus de stocks gouvernementaux, tantôt d'industries locales voire même de l'importation²³⁰. Si nous revenons sur le cas de l'Afrique, nous remarquons que ses relations avec la Russie ne sont pas seulement entretenues par l'achat de matériel dans des salons officiels de vente. Une étude réalisée par David Kinsella montre que les plus importants exportateurs d'armes sur le continent africain sont d'anciens pays de l'Union soviétique, la Russie et l'Ukraine en tête (annexe 9)²³¹.

Plusieurs raisons expliquent le rôle central de la Russie et d'ex-républiques soviétiques dans le trafic d'armes africain. L'une des explications est liée au contexte difficile de la transition post-soviétique sur le plan politique et militaire²³². Il est, par exemple, avéré que certains détournements ont été facilités par des membres des forces armées russes²³³. Le Dr. Graham H. Turbiville Jr.²³⁴ affirme même que les « *illicit arms trafficking and other crime had become institutionalized within the Russian military (...), which was, in essence, a "mafia in uniform"*²³⁵ ». Une autre raison avancée pour comprendre l'importante participation d'ex-membres du bloc soviétique réside dans leur passé communiste. À cette époque, le système économique de planification ne permettait pas de satisfaire rapidement les demandes des consommateurs²³⁶. Ainsi, sous le régime communiste, les « *"economies of favors" developed whereby needs were satisfied by way of personal connections and informal networks of exchange.*²³⁷ » Bien qu'il importe de ne pas généraliser à l'excès, il est clair que « *[the] growth of the shadow economy was the main catalyst forming organized crime. Racketeering, robbery, and other crimes were dangerous but predominantly secondary [during the Soviet era]. The roots of the Russian mafia lie in the innermost depths of the Russian shadow economy*²³⁸ ». Ce constat incite Kinsella à affirmer que « *command economies nurtured*

de presse, « La coopération entre la Russie et la RDC est fructueuse, selon l'ambassadeur Igor Evdokimov », Agence congolaise de presse, 11 juin 2016.

²²⁷ KLOMEGAH, Kester Kenn, « TRADE: Russia Supplying Legal And 'Illegal' Arms to Africa », *Inter Press Service*, 29 janvier 2009.

²²⁸ KINSELLA, David, *loc. cit.*, p. 523.

²²⁹ *Ibid.*, p. 525.

²³⁰ *Ibidem.*

²³¹ *Ibid.*, p. 538.

²³² *Ibid.*, p. 540.

²³³ *Ibidem.*

²³⁴ Graham H. Turbiville Jr. est un analyste au Foreign Military Studies Office (FMSO) et ancien responsable de la *Soviet/Warsaw Pact Strategic Operations Branch* de l'Agence américaine du renseignement de la défense (Defence Intelligence Agency ou DIA) (informations issues du site internet : Strategic Studies Institute, « Dr. Graham H. Turbiville, Jr. », Strategic Studies Institute, <https://ssi.armywarcollege.edu/pubs/people.cfm?authorID=504>, consulté le 12 septembre 2018).

²³⁵ KINSELLA, David, *loc. cit.*, p. 540.

²³⁶ *Ibid.*, p. 541.

²³⁷ *Ibidem.*

²³⁸ *Ibidem.*

*individuals and networks that were well-positioned to take advantage of the forces of arms supply and demand unleashed by the end of the cold war and the collapse of communism*²³⁹ ».

Nos recherches démontrent que la vente d'armes demeure la principale source de revenus de la Russie en Afrique. Or, cette activité lui a valu d'être accusée de fournir en armes des pays africains traversés par des conflits internes durant lesquels de nombreuses violations des droits de l'homme ont été commises²⁴⁰. Comme nous l'avons vu, cela n'a pas empêché la Fédération de Russie de vendre au Soudan des hélicoptères de combat qui ont participé à des attaques de civils au Darfour et dans le Kordofan méridional²⁴¹. Notons enfin que la Russie se méfie toujours des traités de contrôle des armes, qu'elle considère comme instrumentalisés par l'Ouest dans le but de limiter le marché russe d'exportations²⁴². L'objectif des Occidentaux serait, au final, de conserver leur hégémonie dans ce secteur. Selon les Russes, les règles concernant les droits humains internationaux, le droit international humanitaire et le développement socio-économique « *are interpreted subjectively and ideologically, and Russia is thus unlikely to commit to any conventional arms control treaty that limits their current or potential export markets*²⁴³ ».

2. La sphère maritime : la marine russe, à la conquête des ports africains ?

La Fédération de Russie ne mise pas que sur le développement de ses exportations d'armes dans le monde. La composante maritime a également toute son importance. D'aucuns considéraient que l'accord d'acquisition russe de navires *Mistral* français, en 2010, témoignait du désir de Moscou de donner un coup d'élan à sa flotte²⁴⁴. Même si ce contrat a été finalement résilié en raison de la crise ukrainienne et de l'implication russe²⁴⁵, ce projet constituait un aveu russe du manque d'expertise technique pour construire de tels bâtiments de guerre²⁴⁶. En outre, cela aurait été la première fois depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale que le Kremlin autorisait une participation étrangère à la réalisation d'une commande de ce type, étant donné que la Russie ne confie généralement cette tâche qu'à des entreprises nationales²⁴⁷.

Moscou conçoit la mer comme une source de richesses économiques et de sécurité nationale²⁴⁸. Déjà dans le passé, des auteurs comme Karl Marx et Friedrich Engels étaient convaincus que la Russie ne pouvait se développer sans obtenir un accès libre à la mer²⁴⁹. Nous pouvons constater que la Fédération de Russie attribue une importance majeure à cette dimension lorsque nous analysons les doctrines maritimes russes de 2001 et de 2015. Le Kremlin donne la priorité à plusieurs zones, à savoir l'Atlantique, le Pacifique, l'océan Indien, la mer

²³⁹ KINSELLA, David, *loc. cit.*, p. 541.

²⁴⁰ GILES, Keir, *Russian interests in Sub-Saharan Africa*, Carlisle (Pennsylvanie), The Letort Papers (Strategic Studies Institute et U.S. Army War College Press), juillet 2013, p. 31.

²⁴¹ *Ibid.*, pp. 31-32.

²⁴² *Ibid.*, p. 32.

²⁴³ *Ibidem*.

²⁴⁴ IISS Strategic Comments, « Russian navy's regeneration plans », *Strategic Comments*, vol. 17, n°2, février 2011, p. 1

²⁴⁵ France 2, « Vente annulée des navires Mistral : la France et la Russie en désaccord sur le dédommagement », Franceinfo, 16 mai 2015, https://www.francetvinfo.fr/monde/russie/mistral/la-france-va-devoir-rembourser-la-russie_907142.html, consulté le 3 octobre 2018.

²⁴⁶ IISS Strategic Comments, *loc. cit.*, p. 1.

²⁴⁷ *Ibidem*.

²⁴⁸ DELANOË, Igor, « Russie : l'océan, un horizon lointain », *Diplomatie : les Grands Dossiers*, n°46, août-septembre 2018, p. 42.

²⁴⁹ *Ibid.*, p. 43.

Caspienne, l'Antarctique et l'Arctique²⁵⁰. Pour chacun de ces espaces, il a déterminé plusieurs objectifs économiques, politiques et sécuritaires²⁵¹.

Un investissement colossal a été réalisé par Moscou dans le secteur maritime et s'explique, à la fois, par des motifs sécuritaires, économiques, énergétiques et scientifiques. Pour citer un exemple des récentes acquisitions de la marine russe, nous pouvons mobiliser le cas de la commande de huit exemplaires de sous-marins nucléaires d'attaque de classe Iassen de nouvelle génération, réputés les plus puissants et furtifs de la marine russe et capables d'effectuer un large éventail de missions (chasser des sous-marins nucléaires stratégiques, combattre des groupes de porte-avions, etc.)²⁵². À terme, la Russie entend se faire reconnaître comme une puissance maritime dont elle revendique le statut²⁵³. Pour mener à bien sa stratégie maritime, la Fédération de Russie tente d'obtenir un accès à différents ports dans le monde. C'est ainsi que le Kremlin est parvenu, en avril 2018, à recevoir l'accès aux ports du Mozambique pour ses propres navires²⁵⁴. Dans le même ordre d'idées, nous retrouvons le cas des négociations en cours pour l'établissement d'un accord de coopération militaire entre la Guinée et la Russie, dont l'une des clauses porte sur le libre accès des ports guinéens aux vaisseaux de l'armée russe²⁵⁵. Enfin, en avril 2018, Vladimir Poutine s'entretenait activement avec plusieurs dirigeants d'Afrique de l'Est au sujet de l'établissement d'une base de 1500 hommes, qui viendrait en soutien aux destroyers, frégates et sous-marins en patrouille dans les eaux utilisées par les trafiquants²⁵⁶. Comme lieu d'installation de cette base, le Somaliland est envisagé²⁵⁷. Andrew Foxall, directeur du *Russia and Eurasia Studies Centre* à la Henry Jackson Society, affirme que « *the development of a facility in Somaliland could be seen as an attempt to build a blue-water navy*²⁵⁸ ».

Il semblerait que la composante maritime occupe une place particulière dans les accords de coopération en matière de sécurité et défense entre la Russie et les pays d'Afrique subsaharienne. Contrairement à la logique essentiellement commerciale de l'acheminement basique de matériel militaire et d'armes, la Russie tente ainsi, dans une optique plus géostratégique, d'obtenir un accès aux ports des États africains avec lesquels elle collabore. En plus de cela, Moscou participe à la construction des infrastructures portuaires dont elle pourrait avoir besoin.

²⁵⁰ DELANOE, Igor, « Russie : l'océan, un horizon lointain », *Diplomatie : les Grands Dossiers*, n°46, août-septembre 2018, p. 43.

²⁵¹ *Ibidem*.

²⁵² DELANOE, Igor, *loc.cit.*, p. 42.

²⁵³ DELANOE, Igor, *loc.cit.*, p. 45.

²⁵⁴ GORKA, Alex, « Russia, Central Africa Sign New Military Cooperation Agreement », Strategic Culture Foundation, 22 août 2018, <https://www.strategic-culture.org/news/2018/08/22/russia-central-africa-sign-new-military-cooperation-agreement.html>, consulté le 3 octobre 2018.

²⁵⁵ *Ibidem*.

²⁵⁶ MCGRATH, Ciaran, « Putin flexes muscles with plans for new African base - with chilling echoes of Suez », Express, 18 avril 2018, <https://www.express.co.uk/news/world/948063/russia-news-vladimir-putin-naval-base-africa-somaliland-1956-suez-crisis>, consulté le 2 octobre 2018.

²⁵⁷ *Ibidem*.

²⁵⁸ *Ibidem*.

3. Le domaine spatial : un partenariat de développement réciproque ?

L'URSS fait partie de l'histoire spatiale humaine. Sous l'ère soviétique, l'URSS était la première puissance spatiale et a ouvert la voie de la conquête de l'espace. Ses avancées (cf. : Spoutnik, etc.) lui ont permis d'alimenter son idéologie communiste visant à faire naître un nouvel homme qui ferait la découverte d'un nouveau monde, et ce grâce à la technologie et aux sciences²⁵⁹. Bien que la Russie occupe toujours une place centrale dans ce secteur, ce dernier a pâti du manque d'intérêt (et donc, de moyens) durant la période Eltsine²⁶⁰. Depuis son arrivée au pouvoir, Vladimir Poutine s'est évertué à mettre en avant le domaine spatial qu'il considère comme un « *acquis national exceptionnel* ²⁶¹ », une « *locomotive au développement et à la modernisation de l'économie nationale* ²⁶² », mais surtout comme « *un des moyens de permettre à la Russie de retrouver son rang de grande puissance en s'ancrant dans la globalisation* ²⁶³ ». Pour atteindre cet objectif principal, Poutine a toujours privilégié la dimension économique²⁶⁴. Ainsi, le président verrait dans le domaine spatial une opportunité de diversifier son économie nationale puisqu'il symbolise la compétence technologique russe (donc sa potentielle compétitivité sur les marchés internationaux)²⁶⁵.

Toutefois, il convient de préciser que ces discours ne se traduisent pas en actes. Selon Isabelle Facon et Isabelle Sourbès-Verger, la Russie disposerait d'un « *profil moyen* ²⁶⁶ » si nous examinons ses performances à la lumière des deux critères classiques d'évaluation : le budget alloué au secteur et le nombre de satellites en orbite²⁶⁷. Dans les deux cas, les résultats sont assez faibles. Il nous apparaît, de manière évidente, que le domaine spatial ne fait pas partie des priorités du Kremlin même si ses capacités restent significatives²⁶⁸. Malgré un retour mitigé dans le secteur, il n'en reste pas moins que l'État russe prend des initiatives. Il a réalisé une réorganisation générale de l'Agence spatiale nationale (Roskosmos) en 2004. En outre, Moscou envisageait, en 2007, de créer de grands *holdings* qui regrouperaient les plus grandes sociétés du secteur (près de 60 % des capacités de recherche et développement ainsi que de production)²⁶⁹. Un tel engouement s'explique par la volonté gouvernementale de voir l'industrie de défense russe produire le matériel nécessaire à la défense nationale, et plus seulement d'exporter sa production (ceci est également valable pour le secteur de l'armement)²⁷⁰. Cette nouvelle politique russe en matière spatiale ne fait pas pour autant une croix sur les exportations et les coopérations étrangères, notamment avec l'Afrique.

En effet, nous avons trouvé certains éléments appuyant l'idée que la Russie entretient des relations, fussent-elles très limitées, avec certains pays africains dans le domaine spatial. Ceci n'est pas surprenant quand on sait que l'Afrique s'intéresse de longue date à l'espace mais ne dispose toujours pas de sa propre industrie pour réaliser ses projets spatiaux²⁷¹. Christian

²⁵⁹ FACON, Isabelle, et SOURBES-VERGER, Isabelle, « Le secteur spatial russe. Entre ouverture à l'international et souveraineté nationale », *Le Courrier des pays de l'Est*, vol. 3, n° 1061, 2007, p. 47.

²⁶⁰ *Ibidem*.

²⁶¹ *Ibidem*.

²⁶² *Ibidem*.

²⁶³ FACON, Isabelle, et SOURBES-VERGER, Isabelle, *loc.cit.*, p. 47.

²⁶⁴ *Ibid.*, p. 52.

²⁶⁵ *Ibid.*, p. 53.

²⁶⁶ *Ibid.*, p. 49.

²⁶⁷ *Ibidem*.

²⁶⁸ FACON, Isabelle, et SOURBES-VERGER, Isabelle, *loc.cit.*, pp. 48-49.

²⁶⁹ *Ibid.*, p. 54.

²⁷⁰ *Ibidem*.

²⁷¹ GBADAMASSI, Falila, « L'Afrique s'offre les clés de l'espace », *Géopolis*, 22 janvier 2015, <http://geopolis.francetvinfo.fr/lafrique-soffre-les-cles-de-lespace-51407>, consulté le 4 octobre 2018.

Feichtinger, directeur exécutif de la Fédération internationale d'astronautique (IAF), affirme que « *les pays africains sont considérés comme émergents parce qu'ils commencent à comprendre les bénéfices qu'ils peuvent tirer des ressources liées à l'espace et à développer leur propre infrastructure, notamment par le biais de la coopération*²⁷² ». En conséquence de quoi, ils font appel à l'expertise de la France, des États-Unis et de la Russie²⁷³. Plusieurs partenariats sont ainsi réalisés, depuis quelques années. Par exemple, de manière pour le moins discrète, la Fédération de Russie fournit de l'imagerie satellitaire militaire, notamment à l'Afrique du Sud et à l'Algérie²⁷⁴. Elle a pour atout de donner des images très nettes de la situation aux frontières maliennes et libyennes. Pour un autre exemple, il suffit d'examiner le cas de la Russia's Precision Instrument Systems Corporation qui a reçu la commande d'une station terrestre pour le système de navigation GLONASS pour le Hartebeesthoek Radio Astronomy Observatory (HartRAO) en Afrique du Sud, en février 2017²⁷⁵. Les deux parties avaient signé le 29 octobre 2015 un accord de coopération dont la station ne constitue que l'une des clauses²⁷⁶. Cette station est utilisée principalement « *for continuous monitoring of GLONASS and GPS satellites' navigation signals, measurements of current navigation parameters of their travel and receipt of navigation messages from satellites*²⁷⁷ ». Enfin, en 2011, l'agence spatiale nigériane Nasrda a collaboré avec la Russie pour mettre en orbite l'un de ses satellites, le NigeriaSat-X, à partir de la base russe de Iasny²⁷⁸.

4. Exportations d'hommes et de savoir-faire

Les origines du mercenariat remontent loin dans l'Histoire. L'image du mercenaire du Moyen Âge, ne correspond plus à celle d'aujourd'hui. Les critères exigés chez tout bon mercenaire (souvent expert des questions militaires) sont repris dans trois notions : professionnalisme, entraînement et organisation²⁷⁹. Pour éviter tout amalgame, il est important de distinguer les mercenaires engagés par une SMP et les mercenaires *freelance*. Ceux entrant dans la première catégorie sont directement engagés par une entreprise spécialisée dans ce domaine, à la différence des seconds qui sont liés par un contrat avec le gouvernement ou un groupe rebelle²⁸⁰. Ce distinguo est important puisque les membres de SMP sont liés par des contraintes contractuelles imposées par leur organisation d'origine. Ils ont donc davantage tendance à respecter les règles ainsi édictées. Cet aspect ne concerne pas toujours les mercenaires établis à leur propre compte²⁸¹. D'où les comportements éventuellement différents adoptés sur le terrain par les deux catégories²⁸². Puisque nous considérons la question du

²⁷² GBADAMASSI, Falila, « L'Afrique s'offre les clés de l'espace », Géopolis, 22 janvier 2015, <http://geopolis.francetvinfo.fr/lafrique-soffre-les-cles-de-lespace-51407>, consulté le 4 octobre 2018.

²⁷³ *Ibidem*.

²⁷⁴ PANARA, Marlène, « La Russie s'intéresse également à la nouvelle Afrique », IRIS, 25 octobre 2017, <http://www.iris-france.org/101476-la-russie-sinteresse-egalement-a-la-nouvelle-afrique/>, consulté le 3 octobre 2018.

²⁷⁵ TASS, « GLONASS terrestrial station goes live in South Africa », TASS, 28 février 2017, <http://tass.com/science/933258>, consulté le 4 octobre 2018.

²⁷⁶ GPS World Staff, « GLONASS ground station goes live in South Africa », GPS World, 6 mars 2017, <http://gpsworld.com/glonass-ground-station-goes-live-in-south-africa/>, consulté le 4 octobre 2018.

²⁷⁷ *Ibidem*.

²⁷⁸ GBADAMASSI, Falila, « L'Afrique s'offre les clés de l'espace », Géopolis, 22 janvier 2015, <http://geopolis.francetvinfo.fr/lafrique-soffre-les-cles-de-lespace-51407>, consulté le 4 octobre 2018.

²⁷⁹ AKCINAROGLU, Seden, et RADZISZEWSKI, Elizabeth, *loc.cit.*, p. 796.

²⁸⁰ *Ibidem*.

²⁸¹ *Ibidem*.

²⁸² *Ibidem*.

mercenariat russe, il importe de détailler ici la définition d'un mercenaire telle qu'elle est proposée par le code pénal russe : « *A mercenary shall be deemed to mean a person who acts for the purpose of getting a material reward, and who is not a citizen of the state in whose armed conflict or hostilities he participates, who does not reside on a permanent basis on its territory, and also who is not a person fulfilling official duties*²⁸³ ». ».

Depuis quelques années, une importante société paramilitaire est présente sur le continent africain : le groupe Wagner. Malgré l'extrême discrétion qui caractérise ce groupe créé il y a cinq ou six ans, nous avons pu découvrir quelques informations à son sujet. Le groupe Wagner a été mis sur pied par Dmitri Outkine, ex-officier du renseignement militaire russe (GRU) qui a compté parmi les premiers mercenaires envoyés en Syrie dès 2013²⁸⁴. Par la suite, Outkine aurait fait ses armes dans l'est ukrainien aux côtés des séparatistes pro-russes²⁸⁵. L'un des financiers de Wagner est un homme d'affaires russe inculpé aux États-Unis pour ingérence dans les dernières élections présidentielles américaines. L'homme est un proche du président Vladimir Poutine. Son nom est Evguéni Prigojine²⁸⁶. Nous savons également que le groupe Wagner est, depuis au moins 2014²⁸⁷, déployé sur plusieurs théâtres d'opération tels le Donbass, la Syrie, la Centrafrique et le Soudan²⁸⁸. Le groupe s'est fait particulièrement remarquer quand plusieurs dizaines de ses mercenaires ont été tués dans la région syrienne de Deir Ezzor en février 2018, lors d'une riposte américaine contre les forces pro-gouvernementales²⁸⁹. Officiellement, le groupe Wagner aurait été engagé par le gouvernement syrien pour protéger des attaques de Daech les puits de pétrole et de gaz²⁹⁰. Enfin, l'existence de cette société d'ascendance russe est pour le moins paradoxale quand on sait que la législation de la Fédération de Russie interdit toute forme de SMP. L'article 359 (v. § 3) du code pénal russe nous dit : « *Participation by a mercenary in an armed conflict or hostilities shall be punishable by deprivation of liberty for a term of three to seven years*²⁹¹ ». Bien qu'il existe de telles sociétés de mercenaires en Russie, elles sont enregistrées à l'étranger et leurs employés sont sous la menace permanente de poursuites judiciaires²⁹². Ainsi le groupe Wagner serait-il enregistré en Argentine²⁹³. Depuis 2012, la Douma envisage une réforme de la loi en la matière avec le soutien de Vladimir Poutine. Mais rien de concret n'a encore été voté²⁹⁴. Le gouvernement actuel semble favorable à la légalisation de ces sociétés de mercenaires, quoique son président affirme qu'il ne s'agit pas d'une initiative du Kremlin²⁹⁵. Les liens entre Wagner et Moscou demeurent flous, mais plusieurs indices incitent à regarder du côté de l'État russe. Par exemple, selon un rapport publié par *Fontanka*, le groupe posséderait un camp

²⁸³ Fédération de Russie, « The Criminal Code of the Russian Federation », NO. 63-FZ OF JUNE 13, 1996, p. 178.

²⁸⁴ LOOS, Baudouin, « Des journalistes russes tués en Afrique », *Le Soir*, 2 août 2018, p. 11.

²⁸⁵ *Ibidem*.

²⁸⁶ *Ibidem*.

²⁸⁷ Brown, Daniel, « 3 countries where Russia's shadowy Wagner Group mercenaries are known to operate », *BusinessInsider*, 27 avril 2018, <http://www.businessinsider.fr>, consulté le 13 septembre 2018.

²⁸⁸ *Ibidem*.

²⁸⁹ *Ibidem*.

²⁹⁰ *Ibidem*.

²⁹¹ Fédération de Russie, « The Criminal Code of the Russian Federation », NO. 63-FZ OF JUNE 13, 1996, p. 178.

²⁹² Russia Today, « Russia eyeing private military companies market with new legalization bid », 17 janvier 2018, <https://www.rt.com/news/416194-russia-pmc-draft-bill/>, consulté le 12 septembre 2018.

²⁹³ QUINN, Allison, « Vladimir Putin sent Russian mercenaries to 'fight in Syria and Ukraine' », *The Telegraph*, 30 mars 2016, <https://www.telegraph.co.uk>, consulté le 13 septembre 2018.

²⁹⁴ Russia Today, « Russia eyeing private military companies market with new legalization bid », 17 janvier 2018, <https://www.rt.com/news/416194-russia-pmc-draft-bill/>, consulté le 12 septembre 2018.

²⁹⁵ GOBLE, Paul A., « Moscow preparing to replace its forces in Donbas with 'private' military ones, Kyiv analyst suggests », *Euromaidanpress*, 21 janvier 2018, <http://euromaidanpress.com>, consulté le 13 septembre 2018.

d'entraînement dans le village russe de Molmino²⁹⁶. Or, celui-ci accueille aussi celui de la 10^e brigade des forces spéciales du GRU²⁹⁷. Juste une coïncidence ?

Face à ce type de déclaration, il convient de s'interroger sur l'intérêt pour Vladimir Poutine d'encourager une telle réforme du code pénal russe. Il y a tout d'abord la réponse du président lui-même lorsqu'il était Premier ministre en 2012 : les SMP sont « *[a] tool for the implementation of national interests without direct participation of the state*²⁹⁸ ». Une autre réponse plausible à cette question transparaît dans les propos tenus par Oleksiy Kaftan, éditeur du journal ukrainien *Delovaya stolitsa* : « *Having begun aggression against Ukraine, Russia has gotten involved in a series of local wars (Syria, the Sudan, Afghanistan and Libya) in which the application of [regular] armed forces is difficult or undesirable*²⁹⁹ ». En conséquence, le recours aux SMP serait la solution à tous les problèmes car la mort d'un mercenaire attirera moins l'attention et inquiétera la population russe dans une moindre mesure³⁰⁰. En outre, selon Pavel Baev, chercheur associé au Centre Russie/NEI de l'Institut français des relations internationales (Ifri)³⁰¹, recourir aux « *shadow armies [...] has the double benefit of ensuring deniability and discounting casualties* »³⁰². En outre, engagés par des sociétés privées pour combattre en échange d'argent tout en servant les intérêts de l'État employeur et appelés « *hommes-guerre*³⁰³ », ces mercenaires sont connus pour être bon marché³⁰⁴. Ces hommes sont souvent des vétérans de précédents conflits (par exemple, la Tchétchénie) et sont attirés par les salaires bien supérieurs à ce qu'ils connaissent dans leur région³⁰⁵. Cependant, les organisations mercenaires génèrent en leur sein des inconvénients non négligeables. Ainsi, Pavel Baev considère-t-il que « *the problem with assets like the Wagner Group is that they are never fully controllable and could become maverick*³⁰⁶ ».

Comme nous l'abordons dans la prochaine partie, la République de Centrafrique connaît une terrible crise interne qui a amené le président Faustin-Archange Touadéra à faire appel aux Russes. Or, il ne s'agit pas de soldats de l'armée russe, contrairement à ce que tous pensaient. Ceci conduit un envoyé du *Monde* à affirmer ceci : « (...) *Leur présence [celle des Russes] et*

²⁹⁶ Molmino est un village russe situé dans une des subdivisions régionales russes du Caucase du Nord, le kraï de Krasnodar. Notons que cette zone est enclavée entre la mer d'Azov et la mer Noire et est seulement séparée de la péninsule criméenne par le fameux détroit de Kertch (Encyclopædia Britannica, « Krasnodar », <https://www.britannica.com/place/Krasnodar-kray-Russia>, consulté le 13 septembre 2018 ; Mapstor, « Krasnodar kraï », <https://mapstor.com>, consulté le 13 septembre 2018).

²⁹⁷ QUINN, Allison, « Vladimir Putin sent Russian mercenaries to 'fight in Syria and Ukraine' », The Telegraph, 30 mars 2016, <https://www.telegraph.co.uk>, consulté le 13 septembre 2018.

²⁹⁸ *Ibidem*.

²⁹⁹ GOBLE, Paul A., « Moscow preparing to replace its forces in Donbass with 'private' military ones, Kyiv analyst suggests », Euromaidanpress, 21 janvier 2018, <http://euromaidanpress.com>, consulté le 13 septembre 2018.

³⁰⁰ *Ibidem*.

³⁰¹ Institut français des relations internationales, « Pavel Baev », Institut français des relations internationales, <https://www.ifri.org/fr/a-propos/equipe/pavel-baev>, consulté le 13 septembre 2018.

³⁰² Daily Mail, « 'Wagner Group': the mercenaries serving Putin in Syria », Mailonline, 22 mars 2018, <https://www.dailymail.co.uk>, consulté le 13 septembre 2018.

³⁰³ SCHWARTZBROD, Alexandra, « Chair à canon », Libération, 12 mars 2018, https://www.liberation.fr/planete/2018/03/12/chair-a-canon_1635678, consulté le 8 octobre 2018.

³⁰⁴ *Ibidem*.

³⁰⁵ En 2015, les salaires tournaient autour des 450.000 roubles, soit près de 6.000 euros. Aujourd'hui, en fonction des opérations menées, le salaire est de plus ou moins 150.000 roubles, environ 2.000 euros (voir VOLOCHINE, Elena, « Mercenaires russes : "C'est une catégorie de gens qui ne peuvent pas vivre sans la guerre" », Libération, 12 mars 2018, <https://www.liberation.fr>, consulté le 8 octobre 2018).

³⁰⁶ Daily Mail, « 'Wagner Group': the mercenaries serving Putin in Syria », Mailonline, 22 mars 2018, <https://www.dailymail.co.uk>, consulté le 13 septembre 2018

leur accoutrement ont fait comprendre aux Banguissois que les envoyés de Moscou n'étaient pas, comme ils l'avaient présumé, des officiers de l'armée russe officielle³⁰⁷ ». S'il ne s'agit pas de soldats réguliers, que sont-ils ? Peu de doute subsiste sur leur appartenance à la compagnie paramilitaire privée Wagner. Leur présence dans la région a causé un certain remous, sachant que trois journalistes russes envoyés par le Center for Investigation Management (centre de gestion des investigations)³⁰⁸ y ont été tués alors qu'ils enquêtaient sur les activités de ce fameux groupe³⁰⁹.

Lorsque nous examinons le cas de la présence de cette SMP russe en Syrie ou en Centrafrique, nous pouvons tenter de voir les similitudes entre ces territoires. Tout d'abord, ce sont deux États déchirés par des conflits longs de plusieurs années. En quoi la Russie pourrait-elle se sentir concernée ? En réalité, ces zones ont non seulement des avantages stratégiques (voir la section « Axes de la coopération en matière de sécurité et défense » pour plus de précisions sur le cas syrien) mais également ... des ressources énergétiques importantes. La Syrie possède nombre de puits pétroliers et gaziers où comme par hasard, le groupe Wagner était stationné³¹⁰, de même que la Centrafrique qui n'est pas en reste en matière de ressources minières³¹¹. Or, une interview³¹² d'Elena Volochine avec un « chef de guerre » russe nous apprend que, dans le cas syrien, le groupe Wagner signe des contrats avec les grandes entreprises d'exploitation et de raffinage (par exemple, Lukoil et Gazprom Neft) pour protéger leurs intérêts économiques. Il y a une coopération – inexistante officiellement puisqu'illégale au regard de la loi russe – entre ces mercenaires et le ministère russe de la Défense, notamment pour l'approvisionnement en armes. L'interviewé annonce que le groupe compte investir sérieusement l'Afrique sans donner de précisions sur les pays visés. Toutefois, il nous semble clair que la République centrafricaine, au regard des récents événements, fait partie de cette liste.

5. Autres services proposés

Comme nous avons pu nous en rendre compte ces derniers mois, la Fédération de Russie a passé plusieurs accords avec une série d'États du continent africain. Ces accords comportent plusieurs clauses. À côté de la traditionnelle livraison d'armes, d'autres services y sont inclus. Parmi eux, nous retrouvons souvent la formation des forces armées locales. Si nous examinons le cas centrafricain³¹³, nous remarquons que le Kremlin a envoyé, depuis le début de l'année, près de 170 instructeurs civils et cinq officiers militaires. Notons tout de même que la Russie a été autorisée à envoyer ces instructeurs après avoir obtenu une dérogation du Conseil de sécurité³¹⁴. L'accord de défense d'août 2018 stipule la mise en place de programmes d'échange

³⁰⁷ LOOS, Baudouin, « Des journalistes russes tués en Afrique », *Le Soir*, 2 août 2018, p. 11.

³⁰⁸ Organisme créé par l'ex-oligarque et opposant russe Mikhaïl Khodorkovski, ce centre est connu pour mener des enquêtes sur des affaires de corruption dans lesquelles sont impliquées des personnalités proches de Vladimir Poutine (voir LOOS, Baudouin, « Des journalistes russes tués en Afrique », *Le Soir*, 2 août 2018, p. 11).

³⁰⁹ *Ibidem*.

³¹⁰ NECHEPURENKO, Ivan, MACFARQUHAR, Neil, et GIBBONS-NEFF, Thomas, « Dozens of Russians Are Believed Killed in U.S.-Backed Syria Attack », *The New York Times*, 13 février 2018, <https://www.nytimes.com/2018/02/13/world/europe/russia-syria-dead.html>, consulté le 8 octobre 2018.

³¹¹ LOOS, Baudouin, « Des journalistes russes tués en Afrique », *Le Soir*, 2 août 2018, p. 11.

³¹² VOLOCHINE, Elena, « Mercenaires russes : "C'est une catégorie de gens qui ne peuvent pas vivre sans la guerre" », *Libération*, 12 mars 2018, <https://www.liberation.fr>, consulté le 8 octobre 2018.

³¹³ Voir Euronews, « La Russie et la Centrafrique signent un accord militaire », *Euronews*, 22 août 2018, <https://fr.euronews.com/2018/08/22/la-russie-et-la-centrafrique-signe-un-accord-militaire>, consulté le 2 octobre 2018 et LOOS, Baudouin, « Des journalistes russes tués en Afrique », *Le Soir*, 2 août 2018, p. 11.

³¹⁴ LOOS, Baudouin, « Des journalistes russes tués en Afrique », *Le Soir*, 2 août 2018, p. 11.

permettant aux soldats africains d'être formés dans des institutions russes. Toutefois, ce qui est encore plus saisissant concerne le service de sécurité du président de la Centrafrique, Faustin-Archange Touadéra. Les membres de sa garde personnelle ne sont autres que des agents en provenance de... Russie. En outre, peut-être encore plus frappant, le conseiller en sécurité du président est également un Russe. Cela peut nous amener à nous poser des questions sur la qualité étatique de la République centrafricaine, quand on sait qu'assurer la sécurité du territoire et de sa population est une prérogative du dirigeant d'un État souverain et indépendant³¹⁵. Cette décision pourrait-elle être en lien avec l'instabilité de la république qui tente de remonter la pente alors qu'elle traverse toujours une terrible crise interne où se mêlent politique, religion et minorités³¹⁶ ? Le cas de la Centrafrique est loin d'être le seul.

Nous pouvons examiner celui de la RDC dont les autorités ont déjà donné, par le passé, leur aval à une participation plus directe de la Russie à sa sécurité car cette dernière a envoyé « *ses pilotes, (...) ses observateurs militaires et autres collaborateurs civils œuvrant au sein de la MONUSCO*³¹⁷ ». En outre, la Fédération de Russie assiste à la formation des polices locales³¹⁸. Des missions de conseil sont également au programme³¹⁹. Enfin, dans la perspective d'entretenir une logique de coopération civile qui avait été particulièrement développée à l'époque soviétique puis abruptement stoppée après son effondrement, la Russie a, ces dernières années, redéveloppé des programmes d'échanges universitaires en direction de l'Afrique. À titre d'exemple, en 2015, 35 jeunes Congolais ont reçu une bourse pour réaliser leurs études supérieures en Russie³²⁰. En 2018, cette bourse sera offerte à une cinquantaine de Congolais pour étudier à l'Université russe de l'Amitié des Peuples, connue auparavant sous le nom d'Université Patrice-Lumumba³²¹. Bien que notre étude traite surtout du *hard power* russe, il est intéressant de citer cette initiative s'inscrivant dans son *soft power*.



La troisième partie du présent document nous permet d'avoir une image plus globale des activités russes en Afrique (annexe 10). Il apparaît que le Kremlin se présente sur le continent comme un partenaire potentiel sur le plan énergétique et militaire. Nous en sommes venues à soupçonner que la Russie use de l'instrument militaire (vente d'armes et d'autres équipements, envoi de mercenaires privés, missions de formation et de conseil) comme d'un moyen pour atteindre le secteur énergétique. Au regard de la situation régionale instable, les dirigeants

³¹⁵ CORTEN, Olivier, DUBUISSON, François, KOUTROLIS, Vaios *et al.*, *Une introduction critique au droit international*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, 2017, pp. 61-71.

³¹⁶ Agence congolaise de presse, « L'envoyé de l'ONU en Centrafrique appelle à un sursaut national pour résoudre la crise », *La Rédaction*, 13 juin 2017.

Pour plus d'informations sur les tenants et aboutissants de la crise en Centrafrique, consulter la source suivante : DE CLERMONT, Jean-Arnold, « Surmonter la crise en Centrafrique », *Études*, n° 2, février 2015, pp. 7-17.

³¹⁷ Agence congolaise de presse, « La coopération entre la Russie et la RDC est fructueuse, selon l'ambassadeur Igor Evdokimov », Agence congolaise de presse, 11 juin 2016.

³¹⁸ PRIESTLEY, Pascal, « Du Congo à l'Égypte, du Nord au Sud, le retour de la Russie en Afrique », TV5Monde, 31 mai 2018, <https://information.tv5monde.com/afrique/du-congo-l-egypte-du-nord-au-sud-le-retour-de-la-russie-en-afrique-240322>, consulté le 3 septembre 2018.

³¹⁹ *Ibidem*.

³²⁰ Agence congolaise de presse, « La coopération entre la Russie et la RDC est fructueuse, selon l'ambassadeur Igor Evdokimov », Agence congolaise de presse, 11 juin 2016.

³²¹ PRIESTLEY, Pascal, « Du Congo à l'Égypte, du Nord au Sud, le retour de la Russie en Afrique », TV5Monde, 31 mai 2018, <https://information.tv5monde.com/afrique/du-congo-l-egypte-du-nord-au-sud-le-retour-de-la-russie-en-afrique-240322>, consulté le 3 septembre 2018.

africains sont en demande du soutien militaire que la Russie est toute prête à leur apporter en échange d'un libre accès à leurs ressources naturelles qui, comme nous l'avons vu, sont un maillon de la stratégie poutinienne de restauration de sa puissance. Un autre point non négligeable est l'importance que la Russie accorde au soutien des pays africains à ses positions politiques, puisqu'ils représentent près du quart des Nations Unies³²². Cela lui permet de ne pas être isolée sur la scène internationale. En échange, elle défend les intérêts africains au Conseil de sécurité (par exemple, la levée des sanctions et de l'embargo sur les armes appliqués à l'encontre du Zimbabwe, en 2008)³²³. En outre, la stabilité régionale est impérative pour sécuriser l'accès aux ressources naturelles convoitées par Moscou et ses investissements³²⁴. Dans ce contexte, l'avantage russe demeure son soutien passé aux indépendances africaines, au temps de l'ère soviétique. Ceci participe à l'enthousiasme continu des élites politico-économiques locales pour un approfondissement de leur collaboration avec Moscou du fait qu'elles soient restées pro-russes³²⁵.

³²² GILES, Keir, *loc.cit.*, p. 12.

³²³ *Ibid.*, p. 13.

³²⁴ *Ibidem.*

³²⁵ PRIESTLEY, Pascal, « Du Congo à l'Égypte, du Nord au Sud, le retour de la Russie en Afrique », TV5Monde, 31 mai 2018, <https://information.tv5monde.com/afrique/du-congo-l-egypte-du-nord-au-sud-le-retour-de-la-russie-en-afrique-240322>, consulté le 3 septembre 2018.

Le retour de la Russie en Afrique : quels enjeux pour les politiques des États européens sur le continent ?

Depuis que la Fédération de Russie a élu domicile dans plusieurs secteurs des États d'Afrique subsaharienne, nous nous interrogeons sur les impacts potentiels de cette situation sur les intérêts européens dans cette région qui attire toujours plus de convoitises. Selon Jean Ping³²⁶, président de la Commission de l'Union africaine, l'Afrique n'est plus réduite à une gigantesque manne énergétique pour les grands pays industrialisés ou à un sujet de préoccupation. Depuis le début du XXI^e siècle, le regard porté sur ce continent a changé. Divers facteurs ont participé à cette transition. Parmi eux, nous retrouvons la globalisation, le développement des pays émergents, le renforcement de l'interdépendance, etc. Fini d'ignorer ce continent qui regorge de nombreuses potentialités. De toute façon, nous ne sommes plus en mesure d'occulter son existence puisqu'il compte près du quart des États membres de l'ONU et est peuplé de plus d'un milliard d'habitants, dont le nombre ne cesse de croître. En outre, son PIB augmente de façon continue. Notons également qu'ayant bien résisté à la crise économique de 2008, l'Afrique subsaharienne parviendrait à financer progressivement son propre développement. De fait, « *contredisant sa réputation de "cause perdue" de l'économie mondiale et n'étant plus le "mouton noir de la planète" (...), l'Afrique semble susciter un intérêt nouveau*³²⁷ ». Ces changements ont modifié la place traditionnelle que l'Afrique occupe sur la scène internationale. Pour mieux comprendre les choses, il importe de se remémorer les événements récents qui ont secoué la scène internationale. Suite à son annexion de la péninsule de Crimée, la Russie s'est vue sanctionnée par les USA et l'UE. En représailles, la Fédération de Russie a imposé un embargo sur certains produits alimentaires provenant d'Europe, des USA, d'Australie, du Canada et de Norvège³²⁸. Pourquoi ne pas l'étendre aux ressources énergétiques comme le gaz, sachant que près de 30 % de la demande européenne en gaz est satisfaite par la Russie³²⁹ ? Selon Ivan Samson, expert de la Russie et professeur à l'université de Grenoble, il existe un précédent où la question énergétique a été utilisée comme arme par le Kremlin : le cas ukrainien. Pour rappel, au printemps 2005, le gouvernement ukrainien ne cessait d'affirmer qu'il voulait satisfaire ses besoins énergétiques sans plus passer par la Russie. Or, la plupart des raffineries ukrainiennes sont contrôlées par des entreprises privées russes (N.B. : cet aspect est un atout car il permet d'occulter partiellement les motivations politiques guidant l'action de ses compagnies). Finalement, par une série de manœuvres (cf. : blocus sur l'essence et autres carburants), les sociétés privées sont parvenues à contraindre les autorités ukrainiennes de revenir sur leur décision³³⁰. Le cas ukrainien témoigne de la capacité de Moscou à influencer la situation interne d'un pays sur le plan social et économique, à partir du moment où ses entreprises contrôlent les importations en hydrocarbures dudit pays et ses infrastructures

³²⁶ Voir PING, Jean, *La place de l'Afrique dans les relations internationales aujourd'hui*, Paris, 25 mars 2011 (<https://appablog.wordpress.com>).

³²⁷ *Ibidem*.

³²⁸ HABRAN, Maxime, « Embargo russe sur les aliments européens : l'Europe doit montrer l'exemple », *European Studies Unit (Université de Liège)*, non daté, p. 1.

³²⁹ THOMAZEAU, Florence, « Embargo russe : "La Russie va perdre plus que l'Union européenne" », rfi, <http://www.rfi.fr/europe/20140807-embargo-russe-russie-va-perdre-plus-union-europeenne/>, consulté le 25 septembre 2018.

³³⁰ TEURTRIE, David, *loc.cit.*, p. 29.

énergétiques³³¹. Cependant, la Fédération de Russie serait moins encline à en faire de même avec l'UE, sachant que près de 90 % de son réseau d'exportation de gaz se situe sur le territoire européen³³². En outre, n'oublions jamais que la Russie est certainement aussi dépendante du débouché européen pour le maintien, à court et à moyen terme, de ses revenus énergétiques. Ainsi, certaines réserves peuvent être émises quant à la vraisemblance d'un embargo énergétique russe à l'encontre de l'Europe, il n'en demeure pas moins que cette possibilité reste ouverte. C'est pourquoi, au regard du récent contexte mondial, il n'est guère surprenant que la recherche de diversification des sources d'approvisionnement est élevée au premier rang des priorités européennes, même si elle lui accordait déjà de l'importance³³³. Diversifier ses sources d'énergie étrangères permet, évidemment, de réduire les risques encourus en cas d'instabilité des États producteurs, d'expropriation, voire d'embargo appliqué pour des motifs politiques³³⁴. Ainsi, la sécurité énergétique est-elle devenue le credo de nombreux pays à travers le monde. Or, depuis la fin des années 1990, l'intérêt des puissances étrangères a glissé du Moyen-Orient vers l'Afrique subsaharienne et ses importantes réserves de pétrole et de matières premières³³⁵. Les pays africains présentent aussi l'avantage d'être disposés à céder un contrôle plus étendu de leurs ressources et à accepter des redevances plus basses. D'où des rendements potentiellement plus élevés pour les investisseurs étrangers³³⁶.

Ainsi, aujourd'hui nous sommes en train d'assister à l'affrontement des grandes puissances pour le contrôle des ressources énergétiques du continent africain, perspective déjà envisagée par la sociologue Catherine Kaminsky³³⁷. Au-delà de leur convergence sur certains domaines d'action en Afrique (l'éducation, la formation, le secteur privé, les domaines porteurs, l'emploi³³⁸ et la sécurité à travers les opérations de maintien de la paix³³⁹, dont l'objectif reste la stabilisation régionale et la création des conditions de retour vers la paix), la Russie et l'UE se livrent une bataille rangée pour devenir un partenaire privilégié de l'Afrique. Pour ce faire, des stratégies différentes sont appliquées. Moscou semble favoriser les accords de coopération militaro-technique dont l'Afrique a besoin (dernièrement, avec 16 pays africains³⁴⁰). En échange de quoi, le Kremlin et ses entreprises occupent une place de choix dans certains

³³¹ TEURTRIE, David, *loc.cit.*, p. 29.

³³² THOMAZEAU, Florence, « Embargo russe : “La Russie va perdre plus que l'Union européenne” », rfi, <http://www.rfi.fr/europe/20140807-embargo-russe-russie-va-perdre-plus-union-europeenne/>, consulté le 25 septembre 2018.

³³³ Partenariat Afrique-UE pour l'énergie', « Partenariat Afrique-UE pour l'énergie : feuille de route », 11 septembre 2009, p. 3-4.

³³⁴ MEIERDING, Emily, « Energy Security and Sub-Saharan Africa », *Revue internationale de politique de développement*, n°2, 2011, numéro de page indisponible (l'article est disponible en ligne via le lien internet suivant : <https://journals.openedition.org/poldev/744>).

³³⁵ *Ibidem*.

³³⁶ *Ibidem*.

³³⁷ PING, Jean, *La place de l'Afrique dans les relations internationales aujourd'hui*, Paris, 25 mars 2011 (<https://appablog.wordpress.com>).

³³⁸ KUCZKIEWICZ, Jurek, « Juncker prône une nouvelle “alliance Europe-Afrique” », *Le Soir*, 13 septembre 2018, p. 10.

³³⁹ Organisations des Nations Unies, « Qu'est-ce que le maintien de la paix », <https://peacekeeping.un.org/fr>, consulté le 8 octobre 2018.

³⁴⁰ En marge du dernier sommet des BRICS, Moscou a signé un protocole d'accord portant sur la coopération militaro-technique avec la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC), composée de 16 pays (Afrique du Sud, Angola, Botswana, Comores, Lesotho, Madagascar, Malawi, Maurice, Mozambique, Namibie, République démocratique du Congo, Seychelles, Swaziland, Tanzanie, Zambie et Zimbabwe). L'idée sous-tendant cet accord serait de réaliser des projets en commun pour veiller à la stabilité régionale (voir PressTV, « Moscou signe des accords de coopération militaire avec 16 pays africains », 27 juillet 2018, <https://www.prestv.com/DetailFr/2018/07/27/569432/Moscou-signe-des-accords-de-cooperation-militaire-avec-16-pays-africains>, consulté le 9 octobre 2018).

secteurs africains, dont le principal reste la filière énergétique. Face à la méthode russe, l'UE a répondu en usant d'un autre instrument : le soutien au développement économique du continent. Cette méthode ne nous étonne pas puisque l'UE ne peut qu'être compétente en la matière au regard de sa nature intrinsèquement économique. En fait, autant la Russie que l'UE utilisent le secteur dans lequel elle a la meilleure réputation.

Néanmoins, alors que la Russie n'est pas affublée du stigmate colonialiste, il en va tout autrement pour les membres de l'UE. Ces derniers se doivent de composer avec leur passé. En créant l'UE, ses États membres ont tenté, notamment, de construire de nouvelles relations avec le continent africain basées sur l'aide au développement³⁴¹. Mais l'UE actuelle désire plus que cela et pour ce faire, elle cherche, avec les dirigeants africains, à mener à bien des projets communs aux retombées positives. Dans cette logique, l'UE a pris plusieurs initiatives. Récemment, nous pouvons citer le cas de la conférence sur l'emploi, la croissance et la compétitivité en Afrique de l'Ouest du 7 juin 2018 organisée par l'UE, la Commission de la CEDEAO et la Commission de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA)³⁴². L'objectif de cette conférence était de discuter, à travers des panels thématiques, des moyens de favoriser l'investissement dans le secteur privé et de développer des opportunités destinées aux jeunes en Afrique de l'Ouest. Cette conférence visait également à déterminer quelle devrait être l'action de l'UE pour participer à la réalisation de progrès durables. Un autre exemple de cette priorité européenne à la question africaine est l'annonce officielle de Jean-Claude Juncker, dans son discours sur l'état de l'Union, selon laquelle une nouvelle orientation devrait être donnée aux relations euro-africaines. En accord avec le président de l'UA aussi président du Rwanda, Paul Kagamé, le président de la Commission européenne prône la mise en place d'un véritable partenariat³⁴³. Enfin, dans le même ordre d'idées, un grand sommet euro-africain devrait être organisé le 7 décembre 2018 pour amorcer ce changement de paradigme³⁴⁴. Peut-être qu'en réalité, le retour de la Russie en Afrique a encouragé plus rapidement l'Europe à placer ses pions sur un échiquier dont elle ne maîtrise pas toutes les règles. Actuellement, l'UE effectue des mouvements prudents pour conserver ses positions et, qui sait ?, remporter quelques parties en s'adaptant au comportement du Kremlin.

³⁴¹ Commission européenne, « Historique de la coopération et de l'aide au développement de l'UE », International Cooperation and Development, https://ec.europa.eu/europeaid/historique-de-la-cooperation-et-de-laide-au-developpement-de-lue_fr, consulté le 9 octobre 2018.

³⁴² Équipe de presse et information de la Délégation de l'UE au Burkina Faso, « L'Union européenne organise une conférence de haut niveau sur l'emploi, la croissance et la compétitivité en Afrique de l'Ouest, le 7 juin à Bruxelles », <https://eeas.europa.eu>, consulté le 9 octobre 2018.

³⁴³ KUCZKIEWICZ, Jurek, « Juncker prône une nouvelle "alliance Europe-Afrique" », *Le Soir*, 13 septembre 2018, p. 10.

³⁴⁴ *Ibidem*.

Conclusion

Au tournant du XXI^e siècle, de vastes changements ont été initiés par le nouveau président russe Vladimir Poutine. Dès son arrivée au poste présidentiel, il a multiplié les mesures pour redresser la situation interne qui avait été mise à mal lors du dernier mandat de Boris Eltsine. Après avoir stabilisé le climat économique et politique au sein de la Fédération de Russie, Vladimir Poutine s'est intéressé au reste du monde. La scène internationale mais surtout sa place sur cette dernière est une source intarissable de préoccupations dans la pensée poutinienne puisqu'elle envisage l'influence de la Russie comme une garantie de sécurité. C'est pourquoi, le président n'a eu de cesse d'agir pour atteindre un objectif profondément ancré dans la vision russe : être un État respecté et égal aux autres. Or, la chute de l'URSS a quelque peu changé les plans du gouvernement et l'a contraint à mettre ce projet de grandeur de côté. Mais un temps seulement... Une fois une certaine stabilité interne retrouvée, restaurer son statut de grande puissance et sa gloire d'antan est redevenu la priorité numéro 1 du Kremlin. Sous couvert d'une attitude anti-occidentale croissante, la politique étrangère russe a été reformatée dans le but de réaliser cette ambition. Pour ce faire, Poutine a misé autant sur le développement du multilatéralisme que du bilatéralisme. La multipolarité est au service de ses projets de puissance et d'influence.

C'est dans ce contexte que la Russie porte son regard ambitieux sur le continent africain, avec lequel elle partage un passé commun. Durant la Guerre froide, l'URSS a développé ses relations avec les colonies africaines des Européens. Là-bas, l'Union soviétique a adopté un argumentaire en phase avec la cause africaine. Ainsi, en dénonçant le colonialisme européen et en soutenant, au contraire, l'indépendance des colonies, elle est parvenue à se faire une place dans l'estime africaine, de façon durable. En effet, bien que Moscou se soit désengagé du continent suite à l'effondrement de l'URSS, l'Afrique l'a accueilli à bras ouverts quand Vladimir Poutine a décidé d'y revenir vers la moitié des années 2000. Ce retour ne visait plus à instaurer une quelconque idéologie mais bien à signer des contrats. Cette tendance s'est encore renforcée ces dernières années.

Depuis l'annexion illégale de la Crimée, les tensions russo-occidentales sont à leur comble. En conséquence, la Russie a cherché à se tourner vers ses autres partenaires, parmi lesquels l'Afrique subsaharienne. Cette région se révèle des plus attractives de par ses ressources énergétiques abondantes et ses marchés émergents. Le Kremlin investit particulièrement dans le domaine énergétique pour ses bénéfices assurés et son rôle diplomatique. En outre, il faut savoir que traditionnellement dans les relations russo-africaines, un lien entre armes et énergie existe. Notons que la valeur ajoutée russe demeure sans conteste son industrie de défense. Ainsi, en échange d'une coopération militaro-technique, les États africains sont pleinement disposés à ouvrir mines et autres puits de pétrole dans lesquels la Russie prend des parts. En agissant ainsi, la Russie tente de diversifier ses partenaires énergétiques pour, au final, approfondir ses relations uniquement avec les pays qui lui sont fidèles sur le plan politique. Actuellement, la Russie a passé des contrats avec la Centrafrique, la République démocratique du Congo et bien d'autres. Ces accords impliquent la livraison d'armes et d'équipements militaires, la construction d'infrastructures portuaires, le soutien aux ambitions spatiales africaines, l'envoi de mercenaires du secteur privé à la botte du Kremlin, la formation de jeunes Africains dans des institutions russes, l'entraînement des forces armées locales ou encore des missions de conseil. Ces accords revêtent toute une série de formes en fonction des demandes africaines.

La Russie n'est pas la seule à être présente en Afrique. Comme nous le savons, plusieurs États membres de l'UE ont fait partie des plus grandes puissances coloniales sur le continent africain. Après la phase de décolonisation, ces pays ne se sont pas complètement retirés de la région. Malgré leur étiquette colonialiste, ils ont maintenu une certaine présence militaire, notamment pour la mise sur pied d'opérations de maintien de la paix aux côtés de l'ONU et de l'UA. Toutefois, bien que l'UE soit intéressée par les ressources naturelles africaines en mesure d'assurer sa sécurité énergétique, elle a décidé d'investir massivement dans l'aide au développement. Il nous semble clair que l'action respective de l'UE et de la Russie en Afrique subsaharienne ont des finalités divergentes. Du point de vue européen, l'Afrique est l'un de ses plus grands défis, ou le deviendra très prochainement, au regard des prévisions concernant son boom démographique et l'impact du réchauffement climatique³⁴⁵. Chacun a son idée à propos de ce qu'il conviendrait de faire. Hans Maertens, directeur du Voka, le plus important réseau flamand d'entreprises³⁴⁶, considère, par exemple, que « *Afrika de twee nodig heeft: kleine maar ook grootschalige projecten. We moeten iedereen aansporen. Er is zoiets als een Europees Marshallplan voor Afrika nodig. (...), het moet samen met de Afrikanen gebeuren*³⁴⁷ ». En outre, comme Jean-Claude Juncker l'a affirmé dans son dernier discours sur l'état de l'Union, l'UE a à cœur de devenir un partenaire à part entière des États africains et prend diverses mesures pour contribuer à changer le paradigme traditionnel des relations euro-africaines. Sans exclure certains axes communs des actions européennes et russes sur le continent africain (promotion de l'emploi, de l'éducation, etc.), Moscou ne paraît tout de même pas suivre le même raisonnement. Nos recherches pointent toutes vers le même constat : l'Afrique ne serait qu'un instrument dans les mains de la Fédération de Russie pour restaurer son statut de grande puissance sur fond d'anti-occidentalisme croissant. Sa coopération militaro-technique avec plusieurs pays africains est fournie en échange d'un accès privilégié aux ressources naturelles de leurs sous-sols. En contrôlant leur exploitation, Moscou devient un intermédiaire incontournable pour les États en quête de sécurité énergétique.

En somme, la Russie concurrence le rôle traditionnel des Européens en Afrique. Ceci apparaît clairement quand on sait qu'elle contribue au développement du secteur de la sécurité et de la défense en Afrique et finance certains projets locaux en se substituant aux initiatives européennes dans ce qui était, depuis des décennies, une chasse gardée. Ces initiatives lui offrent nombre d'opportunités économiques susceptibles d'intéresser les États membres de l'UE (notamment, au niveau énergétique). Alors que les rapports russo-européens sont dominés par la concurrence, la Russie entretient une relation toute autre avec la Chine, également présente sur le territoire africain. Il semblerait qu'une forme de division des tâches se soit établie entre Pékin et Moscou. La Chine se charge, le plus souvent, des questions commerciales alors que la Russie s'occupe plutôt du domaine de la sécurité et de la défense. Toutefois, soulignons qu'il arrive occasionnellement que la Chine s'implique dans des projets sécuritaires et que la Russie mène des politiques tournées vers le domaine commercial africain. Notons, ensuite, que le Kremlin pourrait, comme le soupçonne le rapport de sécurité de Munich de

³⁴⁵ La tendance démographique de l'Afrique pour les prochaines années annonce une croissance colossale de sa population. Cette augmentation pourrait booster la croissance économique locale puisqu'un grand nombre de jeunes sera sur le marché du travail. Toutefois, le réchauffement climatique devrait impacter plus fortement l'Afrique et nuirait à sa productivité qui est déjà basse actuellement. Ainsi, d'aucuns considèrent que l'Europe devrait agir plus concrètement en Afrique pour favoriser les investissements (voir VANDAELE, John, « Afrikaanse problemen worden Europese zorgen », *Mondiaal Magazine*, n° 128, été 2018, pp. 19-20.)

³⁴⁶ VOKA, « Over Voka ? », <https://www.voka.be/voka>, consulté le 10 octobre 2018.

³⁴⁷ VANDAELE, John, « Afrikaanse problemen worden Europese zorgen », *Mondiaal Magazine*, n° 128, été 2018, p. 20.

2018, chercher à promouvoir sa propre vision de l'ordre international si, pour autant, il considère l'Afrique subsaharienne comme située dans sa sphère d'influence³⁴⁸. Proposer une telle alternative constitue un risque puisque cela est en mesure de fragiliser la position européenne dans la région. Ainsi, l'Europe doit prendre garde à entretenir consciencieusement ses relations avec les dirigeants africains tout en surveillant de près l'évolution des activités russes. Seul le temps nous dira quelles seront les conséquences du retour russe en Afrique mais l'anticipation n'en reste pas moins la bienvenue.

³⁴⁸ Munich Security Conference, *Munich Security Report 2018. To the Brink – and Back?*, 2018, p. 9.

Bibliographie

1. Monographies

CORTEN, Olivier, DUBUISSON, François, KOUTROLIS, Vaios *et al.*, *Une introduction critique au droit international*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, 2017, 602 p.

GILES, Keir, *Russian interests in Sub-Saharan Africa*, Carlisle (Pennsylvanie), The Letort Papers (Strategic Studies Institute et U.S. Army War College Press), juillet 2013, 51 p.

MITTLEBEELE, Emmet, *European Colonialism in Africa*, Washington D.C., Georgetown University, 1961, 15 p.

NATION, Craig R. et KAUPPI, Mark V., *The Soviet Impact in Africa*, États-Unis, D.C. Heath, 1984, 288 p.

TELO, Mario, *Relations internationales. Une perspective européenne*, Bruxelles, Institut d'études européennes (troisième édition), 2013, 246 p.

2. Chapitres dans un ouvrage collectif

FLEURANT, Aude, « Arms production and military services », dans *SIPRI Yearbook 2015: Armaments, Disarmaments and International Security* (dir. SIPRI), Oxford, Oxford University Press, 2015, pp. 442-458.

WEZEMAN, Siemon T., PERLO-FREEMAN, Sam, et WEZEMAN, Pieter D., « Developments in arms transfers, 2014 », dans *SIPRI Yearbook 2015: Armaments, Disarmaments and International Security* (dir. SIPRI), Oxford, Oxford University Press, 2015, pp. 405-423.

ZIEGLER, Charles E., « Russian Diplomacy: Challenging the West » (version révisée du chapitre 7 « Diplomacy », dans *Routledge Handbook of Russian Foreign Policy* (dir. Andrei P. Tsygankov), Londres, Routledge, 2018, pp. 74-89.

3. Articles scientifiques

AKCINAROGLU, Seden, et RADZISZEWSKI, Elizabeth, « Private Military Companies, Opportunities, and Termination of Civil Wars in Africa », *Journal of Conflict Resolution*, vol. 57, n°5, 2012, pp. 795-821.

ARKHANGELSKAYA, Alexandra, « Le retour de Moscou en Afrique subsaharienne ? Entre héritage soviétique, multilatéralisme et activisme politique », *Afrique contemporaine*, vol. 4, n°248, 2013, pp. 61-74.

BLANK, Stephen, « Russian energy and Russian security », *The Whitehead Journal of Diplomacy and International Relations*, vol.12, n°1, 2011, pp. 173-188.

DESFOSES, Helen, « The USSR and Africa », *A Journal of Opinion*, vol. 16, n°1, 1987, pp. 3-10.

CONNOLLY, Richard, et SENDSTAD, Cecilie, « Russia's Role as an Arms Exporter. The Strategic and Economic Importance of Arms Exports for Russia », *The Royal Institute of International Affairs*, mars 2017, 30 p.

DE CLERMONT, Jean-Arnold, « Surmonter la crise en Centrafrique », *Études*, n°2, février 2015, pp. 7-17.

- DELANOË, Igor, « Russie : l'océan, un horizon lointain », *Diplomatie : les Grands Dossiers*, n°46, août-septembre 2018, pp. 42-45.
- DUMOULIN, André, « Crise russo-ukrainienne. Conséquences sur les politiques de défense OTAN, UE et de défense nationale », *Sécurité & Stratégie (IRSD)*, n°125, juin 2016, 73 p.
- ELZEIN, Derek, « L'Afrique face aux nouvelles ambitions de la Russie », *Géoéconomie*, vol. 4, n°71, 2014, pp. 77-88.
- FACON, Isabelle, « Industrie d'armement russe : une situation paradoxale », *Géoéconomie*, vol. 2, n°57, 2011, pp. 61-69.
- FACON, Isabelle, et SOURBES-VERGER, Isabelle, « Le secteur spatial russe. Entre ouverture à l'international et souveraineté nationale », *Le Courrier des pays de l'Est*, vol. 3, n° 1061, 2007, pp. 47-58.
- GEGOUT, Catherine, « Le retrait de l'Europe et la montée en puissance de la Chine en Afrique : une évaluation des approches réalistes, libérales et constructivistes », *Politique européenne*, vol. 1, n°39, 2013, pp. 44-79.
- GOMART, Thomas, « Politique étrangère russe : l'étrange inconstance », *Politique étrangère*, vol. 1, printemps 2006, pp. 25-36.
- GOMART, Thomas, « The Russian Moment in World History. Marshall T. Poe », *Politique étrangère*, vol. 69, n°4, 2004, pp. 882-883.
- GRAND, Camille, « La Russie, l'Occident et la paix froide », *Commentaire*, vol. 2, n° 146, 2014, pp. 293-300.
- HONGSUB, Lee, « Multilateralism in Russian Foreign Policy: Some Tentative Evaluations », *International Area Review*, vol. 13, n°3, automne 2010, pp. 31-32.
- IISS Strategic Comments, « Russian navy's regeneration plans », *Strategic Comments*, vol. 17, n°2, février 2011, 3 p.
- KINSELLA, David, « Illicit arms transfers to Africa and the prominence of the former Soviet bloc: a social network analysis », *Crime, Law and Social Change*, vol. 62, n°5, 2014, pp. 523-547.
- Banque africaine de développement (groupe), « Russia's Economic Engagement with Africa », *Africa Economic Brief*, vol. 2, n° 7, 11 mai 2011, 7 p.
- LYNCH, Allen C., « The Realism of Russia's Foreign Policy », *Europe-Asia Studies*, vol. 53, n°1, 2001, pp. 7-31.
- MEDISH, Mark, et DAVID, Dominique, « Russie : la transition inachevée », *Politique étrangère*, vol. 1, n° du printemps, 2006, pp. 9-23.
- MEIERDING, Emily, « Energy Security and Sub-Saharan Africa », *Revue internationale de politique de développement*, n°2, 2011, (l'article est disponible en ligne via le lien internet suivant : <https://journals.openedition.org/poldev/744>).
- MENS, Yann, « En Syrie, la Russie applique la solution militaire », *Esprit*, vol. 11, n°429, novembre 2016, pp. 15-18.
- MIELCAREK, Romain, « Les ventes d'armes, un outil d'influence », *Diplomatie : Affaires stratégiques et Relations internationales*, n°92, mai-juin 2018, pp. 48-52.
- OLIVIER, Gerrit, et SUCHKOV, Dmitry, « Russia is back in Africa », *Strategic Review for Southern Africa*, vol. 37, n°2, 2015, pp. 146-167.

ROBERTS, Kari, « Understanding Putin: The politics of identity and geopolitics in Russian foreign policy discourse », *International Journal*, vol. 72, n° 1, 2007, p. 28-55.

RUCKER, Laurent, « La politique étrangère russe. À l'Ouest, du nouveau ! », *Le Courrier des pays de l'Est*, vol. 8, n° 1038, 2003, pp. 24-41.

SHCHELIN, Pavel, « Russian National Security Strategy: Regime Security and Elite's Struggle for 'Great Power' Status », *Slovo*, vol. 28, n° 2, printemps 2016, pp. 85-105.

SHUBIN, Vladimir, « Foreign Intervention in Africa: From the Cold War to the War on Terror » by Elizabeth Schmidt, Stanford, New York : Cambridge University Press, 2013, Pages 267, ISBN 9780521709031, *Scientia Militaria - South African Journal of Military Studies*, vol. 42, n°1, 2014, pp. 133-135.

SOMMERVILLE, Keith, « The U.S.S.R. and Southern Africa Since 1976 », *The Journal of Modern African Studies*, vol. 22, n°1, mars 1984, pp. 73-108.

TEURTRIE, David, « La stratégie de la Russie dans l'exportation de ses hydrocarbures : contrôle et diversification », *Flux*, vol. 1, n°71, 2008, pp. 24-36.

4. Articles non-scientifiques

Agence congolaise de presse, « La coopération entre la Russie et la RDC est fructueuse, selon l'ambassadeur Igor Evdokimov », *Agence congolaise de presse*, 11 juin 2016.

Agence congolaise de presse, « L'envoyé de l'ONU en Centrafrique appelle à un sursaut national pour résoudre la crise », *La Rédaction*, 13 juin 2017.

Agence congolaise de presse, « Vote au Sénat du projet de loi portant ratification de la convention de coopération militaire entre la RDC et la Russie », *Agence congolaise de presse*, 13 juin 2018.

DETSCH, Jack, « How the DNC hack is boosting anti-US sentiment in Russia », *The Christian Science Monitor*, 24 août 2016, consulté le 20 septembre 2018.

D'SOUZA, Viandra, « Gunning for a legacy! What you need to know about Russia's famous AK-47 rifles », *The Economic Times*, 19 avril 2018.

HABRAN, Maxime, « Embargo russe sur les aliments européens : l'Europe doit montrer l'exemple », *European Studies Unit (Université de Liège)*, non daté, 4 p.

KLOMEGAH, Kester Kenn, « TRADE: Russia Supplying Legal And 'Illegal' Arms to Africa », *Inter Press Service*, 29 janvier 2009.

KUCZKIEWICZ, Jurek, « Juncker prône une nouvelle "alliance Europe-Afrique" », *Le Soir*, 13 septembre 2018, p. 10.

LOOS, Baudouin, « Des journalistes russes tués en Afrique », *Le Soir*, 2 août 2018, p. 11.

QUENELLE, Benjamin, « Moscou intensifie sa quête de nouveaux marchés militaires », *Les Echos*, 29 août 2017.

VANDAELE, John, « Afrikaanse problemen worden Europese zorgen », *Mondiaal Magazine*, n° 128, été 2018, pp. 19-23.

5. Rapports d'organisation

BRICS, *BRICS in Africa: Collaboration for Inclusive Growth and Shared Prosperity in the 4th Industrial Revolution. 10TH BRICS SUMMIT JOHANNESBURG DECLARATION*, Sandton Convention Centre (Johannesbourg, Afrique du Sud), 2018, 23 p.

Commission européenne, *Coopération internationale et développement. Lutter contre la pauvreté dans un monde en mutation*, Bruxelles, 2014, 16 p.

Fédération de Russie, *The Russian Federation's National Security Strategy*, Moscou, 31 décembre 2015.

Fédération de Russie, *The Criminal Code of the Russian Federation*, NO. 63-FZ OF JUNE 13, 1996, 179 p.

MUNICH SECURITY CONFERENCE, *Munich Security Report 2018. To the Brink – and Back ?*, 2018, 87 p.

Partenariat Afrique-UE pour l'énergie, *Partenariat Afrique-UE pour l'énergie : feuille de route*, 11 septembre 2009, 63 p.

PING, Jean, *La place de l'Afrique dans les relations internationales aujourd'hui*, Paris, 25 mars 2011 (<https://appablog.wordpress.com>).

6. Sites internet

Agence d'information d'Afrique centrale, « Afrique : l'UE veut dépasser son rôle de bailleur, mise sur la jeunesse », Agence d'information d'Afrique centrale, 16 mai 2017, <http://www.adiac-congo.com/content/afrique-lue-veut-depasser-son-role-de-bailleur-mise-sur-la-jeunesse-64262>, consulté le 25 septembre 2018.

Angola Press, « Angola and Russia discuss strengthening of military cooperation », Angola Press, 23 mai 2017, <http://www.angop.ao/>, consulté le 8 octobre 2018.

BROWN, Daniel, « 3 countries where Russia's shadowy Wagner Group mercenaries are known to operate », BusinessInsider, 27 avril 2018, <http://www.businessinsider.fr>, consulté le 13 septembre 2018.

Commission européenne, « Historique de la coopération et de l'aide au développement de l'UE », International Cooperation and Development, https://ec.europa.eu/europeaid/historique-de-la-cooperation-et-de-laide-au-developpement-de-lue_fr, consulté le 9 octobre 2018.

Commonwealth of Independent States, « About Commonwealth of Independent States », Commonwealth of Independent States, <http://www.cisstat.com/eng/cis.htm>, consulté le 25 septembre 2018.

Courrier international, « La crise de l'Occident en neuf dates », Courrier international, 13 juillet 2018, <https://www.courrierinternational.com/article/la-crise-de-loccident-en-neuf-dates>, consulté le 5 septembre 2018.

Daily Mail, « 'Wagner Group': the mercenaries serving Putin in Syria », Mailonline, 22 mars 2018, <https://www.dailymail.co.uk>, consulté le 13 septembre 2018.

DIALLO, Mamadou Aliou, « Guinée : les contours de la relance de l'usine d'alumine de Russal-Friguia », Financial Afrik, 22 février 2017, <https://www.financialafrik.com/2017/02/22/guinee-les-contours-de-la-relance-de-lusine-dalumine-de-russal-friguia/>, consulté le 4 septembre 2018.

DUKOR, Grégory, « Poutine explique comment la Russie aidera l’Afrique dans le secteur énergétique », Sputnik, 27 juillet 2018, <https://fr.sputniknews.com/international/201807271037389450-poutine-russie-afrique-energie-aide/>, consulté le 27 septembre 2018.

Encyclopædia Britannica, « Krasnodar », <https://www.britannica.com/place/Krasnodar-kray-Russia>, consulté le 13 septembre 2018.

Équipe de presse et information de la Délégation de l’UE au Burkina Faso, « L’Union européenne organise une conférence de haut niveau sur l’emploi, la croissance et la compétitivité en Afrique de l’Ouest, le 7 juin à Bruxelles », <https://eeas.europa.eu>, consulté le 9 octobre 2018.

Euronews, « La Russie et la Centrafrique signent un accord militaire », 22 août 2018, <https://fr.euronews.com/2018/08/22/la-russie-et-la-centrafrique-signe-un-accord-militaire>, consulté le 2 octobre 2018.

France 2, « Vente annulée des navires Mistral : la France et la Russie en désaccord sur le dédommagement », Franceinfo, 16 mai 2015, https://www.francetvinfo.fr/monde/russie/mistral/la-france-va-devoir-rembourser-la-russie_907142.html, consulté le 3 octobre 2018.

GBADAMASSI, Falila, « L’Afrique s’offre les clés de l’espace », Géopolis, 22 janvier 2015, <http://geopolis.francetvinfo.fr/lafrique-soffre-les-cles-de-lespace-51407>, consulté le 4 octobre 2018.

GOBLE, Paul A., « Moscow preparing to replace its forces in Donbas with ‘private’ military ones, Kyiv analyst suggests », Euromaidanpress, 21 janvier 2018, <http://euromaidanpress.com>, consulté le 13 septembre 2018.

GORKA, Alex, « Russia, Central Africa Sign New Military Cooperation Agreement », Strategic Culture Foundation, 22 août 2018, <https://www.strategic-culture.org/news/2018/08/22/russia-central-africa-sign-new-military-cooperation-agreement.html>, consulté le 3 octobre 2018.

GPS World Staff, « GLONASS ground station goes live in South Africa », GPS World, 6 mars 2017, <http://gpsworld.com/glonass-ground-station-goes-live-in-south-africa/>, consulté le 4 octobre 2018.

Institut français des relations internationales, « Pavel Baev », Institut français des relations internationales, <https://www.ifri.org/fr/a-propos/equipe/pavel-baev>, consulté le 13 septembre 2018.

MAPSTOR, « Krasnodar krai », <https://mapstor.com>, consulté le 13 septembre 2018.

MCGRATH, Ciaran, « Putin flexes muscles with plans for new African base - with chilling echoes of Suez », Express, 18 avril 2018, <https://www.express.co.uk/news/world/948063/russia-news-vladimir-putin-naval-base-africa-somaliland-1956-suez-crisis>, consulté le 2 octobre 2018.

MEAD, Walter R., « The Return of Geopolitics. The Revenge of Revisionist Powers », Foreign Affairs, mai/juin 2014, <https://www.foreignaffairs.com/articles/china/2014-04-17/return-geopolitics>, consulté le 20 septembre 2018.

Ministère des Affaires étrangères de la Fédération de Russie, « Le Concept de politique étrangère de la Fédération de Russie (approuvé par le Président russe Vladimir Poutine le

30 novembre 2016) », 1^{er} décembre 2016, http://www.mid.ru/fr/foreign_policy/, consulté le 5 septembre 2018.

Ministère des Affaires étrangères de la Fédération de Russie, « Concept of the Foreign Policy of the Russian Federation (approuvé par le Président russe Vladimir Poutine le 12 février 2013) », 18 février 2013, <http://www.mid.ru/fr/>, consulté le 4 septembre 2018.

Ministère des Affaires étrangères de la Fédération de Russie, « Foreign Policy Concept of the Russian Federation (approuvé par le Président russe Vladimir Poutine le 30 novembre 2016), 1^{er} décembre 2016, http://www.mid.ru/fr/foreign_policy/, consulté le 6 septembre 2018.

Organisation des Nations Unies, « MINUK », Maintien de la paix, <https://peacekeeping.un.org/fr/mission/minuk>, consulté le 27 septembre 2018.

NECHEPURENKO, Ivan, MACFARQUHAR, Neil, et GIBBONS-NEFF, Thomas, « Dozens of Russians Are Believed Killed in U.S.-Backed Syria Attack », The New York Times, 13 février 2018, <https://www.nytimes.com/2018/02/13/world/europe/russia-syria-dead.html>, consulté le 8 octobre 2018.

Organisation des Nations Unies, « MINURSO », Maintien de la paix, <https://peacekeeping.un.org/fr/mission/minurso>, consulté le 27 septembre 2018.

Organisation des Nations Unies, « Éliminer la pauvreté, c'est possible : Objectifs du Millénaire pour le développement et l'après-2015 », <http://www.un.org/fr/millenniumgoals/>, consulté le 25 septembre 2018.

Organisation des Nations Unies, « MINUK », Maintien de la paix, <https://peacekeeping.un.org/fr/mission/minuk>, consulté le 27 septembre 2018

Organisation des Nations Unies, « Note d'information – MINUSCA », Maintien de la paix, 12 septembre 2018, <https://peacekeeping.un.org/fr/la-minusca>, consulté le 27 septembre 2018.

Organisations des Nations Unies, « Qu'est-ce que le maintien de la paix », <https://peacekeeping.un.org/fr>, consulté le 8 octobre 2018.

Organisation du Traité de l'Atlantique Nord, « Relations avec la Russie », Dossiers de l'OTAN, 7 septembre 2018, https://www.nato.int/cps/fr/natohq/topics_50090.htm?selectedLocale=fr, consulté le 10 septembre 2018.

PANARA, Marlène, « La Russie s'intéresse également à la nouvelle Afrique », IRIS, 25 octobre 2017, <http://www.iris-france.org/101476-la-russie-sinteresse-egalement-a-la-nouvelle-afrique/>, consulté le 3 octobre 2018.

PressTV, « Moscou signe des accords de coopération militaire avec 16 pays africains », 27 juillet 2018, <https://www.presstv.com/DetailFr/2018/07/27/569432/Moscou-signe-des-accords-de-cooperation-militaire-avec-16-pays-africains>, consulté le 9 octobre 2018.

PRIESTLEY, Pascal, « Du Congo à l'Égypte, du Nord au Sud, le retour de la Russie en Afrique », TV5Monde, 31 mai 2018, <https://information.tv5monde.com/afrique/du-congo-l-egypte-du-nord-au-sud-le-retour-de-la-russie-en-afrique-240322>, consulté le 3 septembre 2018.

QUINN, Allison, « Vladimir Putin sent Russian mercenaries to 'fight in Syria and Ukraine' », The Telegraph, 30 mars 2016, <https://www.telegraph.co.uk>, consulté le 13 septembre 2018.

RENEVIER, Anaïs, « Le grand retour de la Russie en Afrique », TV5Monde, 23 février 2018, <https://afrique.tv5monde.com/information/le-grand-retour-de-la-russie-en-afrique>, consulté le 3 septembre 2018.

Russia Today, « Russia eyeing private military companies market with new legalization bid », 17 janvier 2018, <https://www.rt.com/news/416194-russia-pmc-draft-bill/>, consulté le 12 septembre 2018.

SCHWARTZBROD, Alexandra, « Chair à canon », Libération, 12 mars 2018, <https://www.liberation.fr>, consulté le 8 octobre 2018.

Strategic Studies Institute, « Dr. Graham H. Turbiville, Jr. », Strategic Studies Institute, <https://ssi.armywarcollege.edu/pubs/people.cfm?authorID=504>, consulté le 12 septembre 2018.

STROOBANTS, Jean-Pierre, « Entre l'Europe et l'Afrique, la sécurité conditionne l'aide au développement », Le Monde Afrique, 28 novembre 2017, <https://www.lemonde.fr/afrique/article/2017/11/28/>, consulté le 10 octobre 2018.

STROOBANTS, Jean-Pierre, « Jean-Claude Juncker promet à l'Afrique la création de 10 millions d'emplois », Le Monde Afrique, 12 septembre 2018, <https://www.lemonde.fr/afrique/article/2018/09/12/>, consulté le 27 septembre 2018.

TASS, « GLONASS terrestrial station goes live in South Africa », 28 février 2017, <http://tass.com/science/933258>, consulté le 4 octobre 2018.

The Washington Post, « République démocratique du Congo. Le scandaleux business du cobalt », Courrier international, 25 octobre 2016, <https://www.courrierinternational.com/article/republique-democratique-du-congo-le-scandaleux-business-du-cobalt>, consulté le 4 septembre 2018.

THOMAZEAU, Florence, « Embargo russe : “La Russie va perdre plus que l'Union européenne” », rfi, <http://www.rfi.fr/europe/20140807-embargo-russe-russie-va-perdre-plus-union-europeenne/>, consulté le 25 septembre 2018.

University of Virginia, « Allen Lynch », Department of Politics, <http://politics.virginia.edu/allen-lynch/>, consulté le 18 septembre 2018.

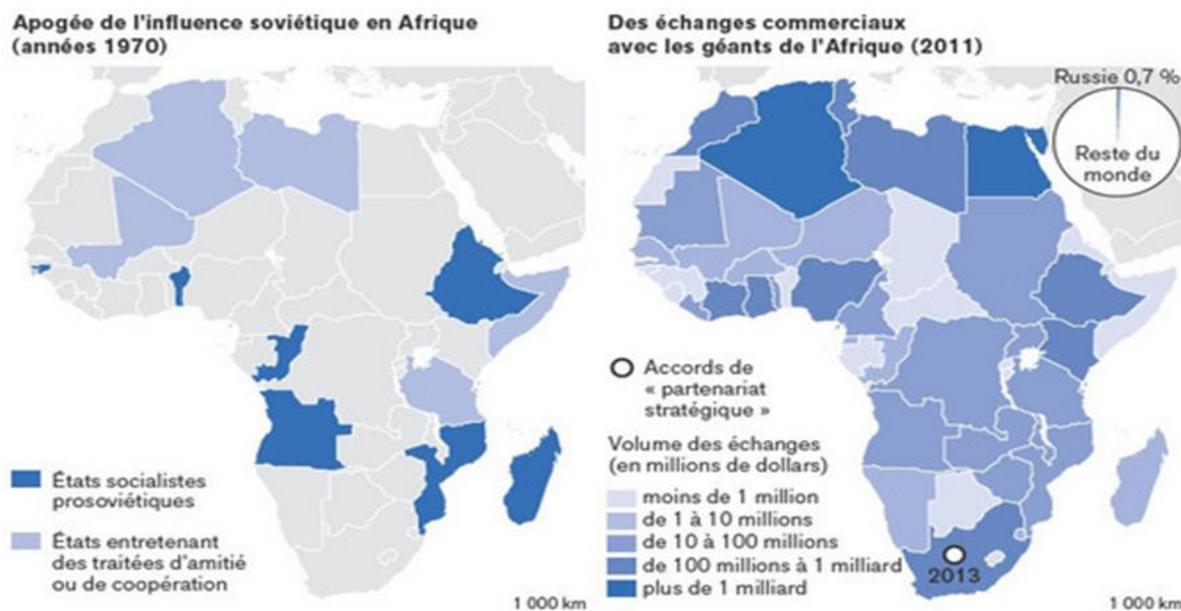
U.S. Energy Information Administration (EIA), « Country Analysis Brief: Russia », 31 octobre 2017, <https://www.eia.gov/beta/international/analysis.php?iso=RUS>, consulté le 25 septembre 2018.

VOKA, « Over Voka ? », Voka, <https://www.voka.be/voka>, consulté le 10 octobre 2018.

VOLOCHINE, Elena, « Mercenaires russes : “C'est une catégorie de gens qui ne peuvent pas vivre sans la guerre” », Libération, 12 mars 2018, <https://www.liberation.fr>, consulté le 8 octobre 2018.

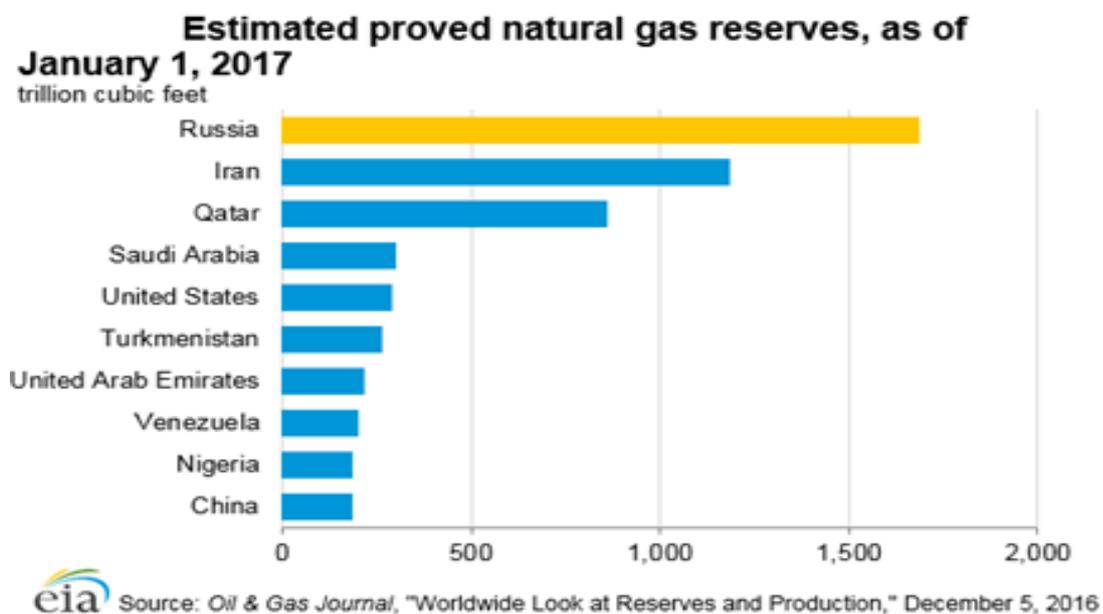
Annexes

Annexe 1 : Apogée de l'influence soviétique en Afrique (1970) et échanges commerciaux avec les géants de l'Afrique (2011)



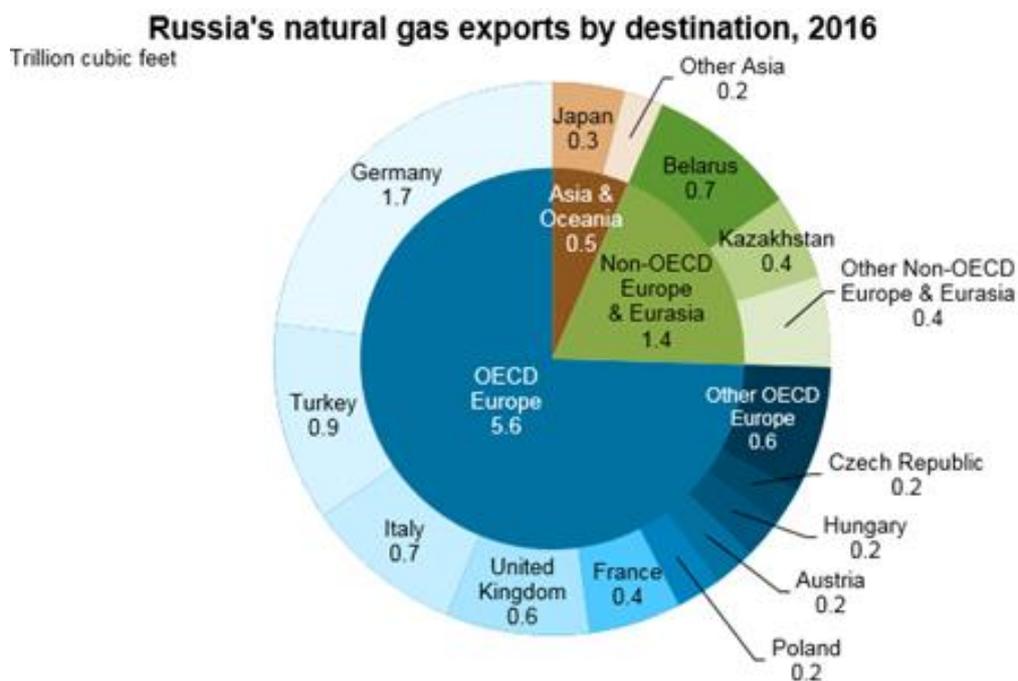
Source : ARKHANGELSKAYA, Alexandra, « Le retour de Moscou en Afrique subsaharienne ? Entre héritage soviétique, multilatéralisme et activisme politique », *Afrique contemporaine*, vol. 4, n°248, 2013, p. 65.

Annexe 2 : Estimated proved natural gas reserves, 2017



Source : U.S. Energy Information Administration (EIA), « Country Analysis Brief: Russia », 31 octobre 2017, <https://www.eia.gov/beta/international/analysis.php?iso=RUS>, consulté le 25 septembre 2018.

Annexe 3 : Russia's natural gas exports by destination, 2016



Source: U.S. Energy Information Administration, based on Russian export statistics and partner country import statistics, Global Trade Tracker

Source : U.S. Energy Information Administration (EIA), « Country Analysis Brief: Russia », 31 octobre 2017, <https://www.eia.gov/beta/international/analysis.php?iso=RUS>, consulté le 25 septembre 2018.

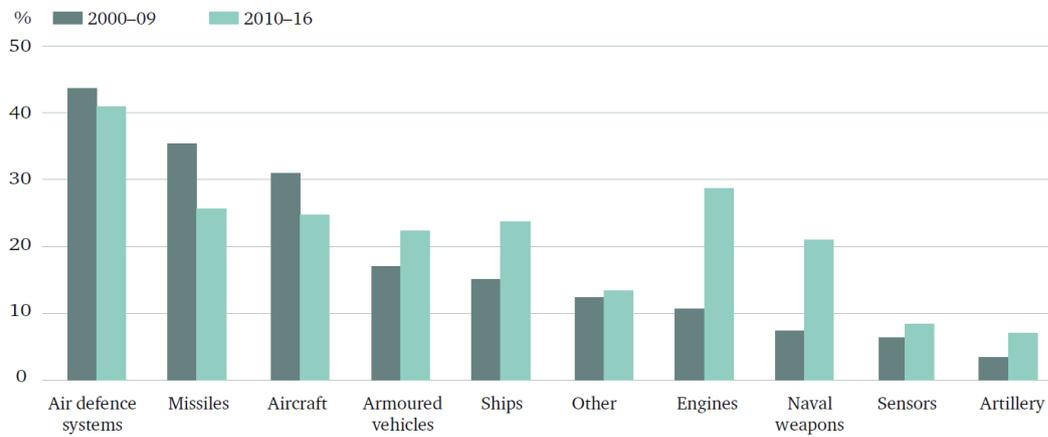
Annexe 4 : Les principaux investissements des entreprises russes en Afrique

Russian Investor	Host Country/ Company	Industry	Type of Investment	Value	Year
Norilsk Nickel	South Africa <i>Gold Fields</i>	Gold mining and processing	M&A (acquired 30% of Gold Fields)	US\$1.16 billion	2004
Norilsk Nickel	Botswana <i>Tati Nickel</i>	Nickel mining and processing	M&A (acquisition of Canada Lion Ore Mining gave it 85% stake in Tati Nickel)	US\$2.5 billion	2007
Sintez	South Africa, Namibia, Angola	Oil, gas, diamonds and copper exploration	'Greenfield' Investment	US\$10-50 million	2006
Lukoil	Côte d'Ivoire, Ghana	Oil exploration	M&A (acquired interest in 10,500 km ² deep water blocks)	US\$900 million	2010
Rusal	Nigeria <i>ALSCON</i>	Aluminum refining	M&A (acquired majority stake in Aluminum Smelter Company - ALSCON of Nigeria)	US\$250 million	
Severstal	Liberia	Iron ore	M&A (acquired control of iron ore deposit in Putu Range area of Liberia)	US\$40 million	2008
Gazprom	Algeria <i>Sonatrach</i>	Natural gas exploration	Joint exploration and development projects by debt write-off agreement and ams deal	US\$4.7 billion and US\$7.5 billion	2006
Alrosa	Angola, Namibia, DRC	Diamond mining, and hydro-electricity	Greenfield Investment	US\$300-400 million	1992
Rosatom	Egypt	Nuclear power	Ongoing negotiations to build Egypt's first nuclear power plant	US\$1.8 billion	2010

Source : Banque africaine de développement (groupe), « Russia's Economic Engagement with Africa », *Africa Economic Brief*, vol. 2, n°7, 11 mai 2011, p. 4.

Annexe 5 : Russia's share of global exports in selected categories of weapons systems

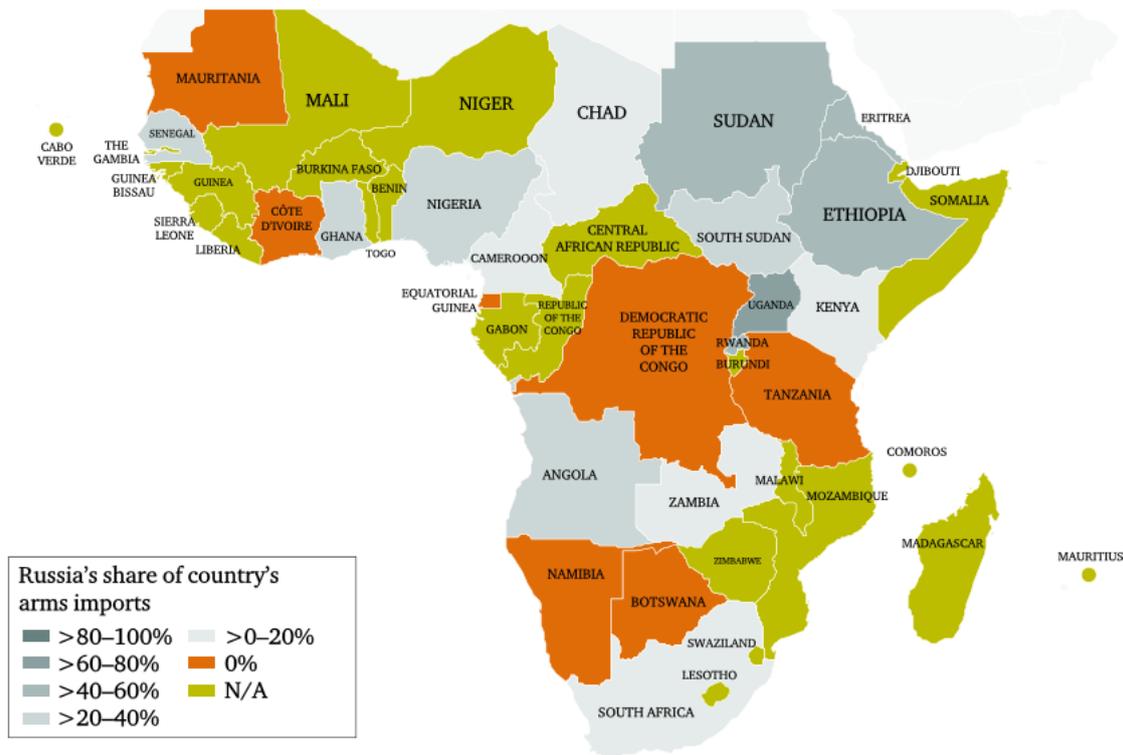
Russia's share of global exports in selected categories of weapon systems, 2000–09 and 2010–16 (% of total global arms exports)



Source: SIPRI Arms Transfers Database, 2017.

Source : CONNOLLY, Richard, et SENDSTAD, Cecilie, « Russia's Role as an Arms Exporter. The Strategic and Economic Importance of Arms Exports for Russia », *The Royal Institute of International Affairs*, mars 2017, p. 8.

Annexe 6 : Les ventes d'armes russes à l'Afrique entre 2000 et 2016

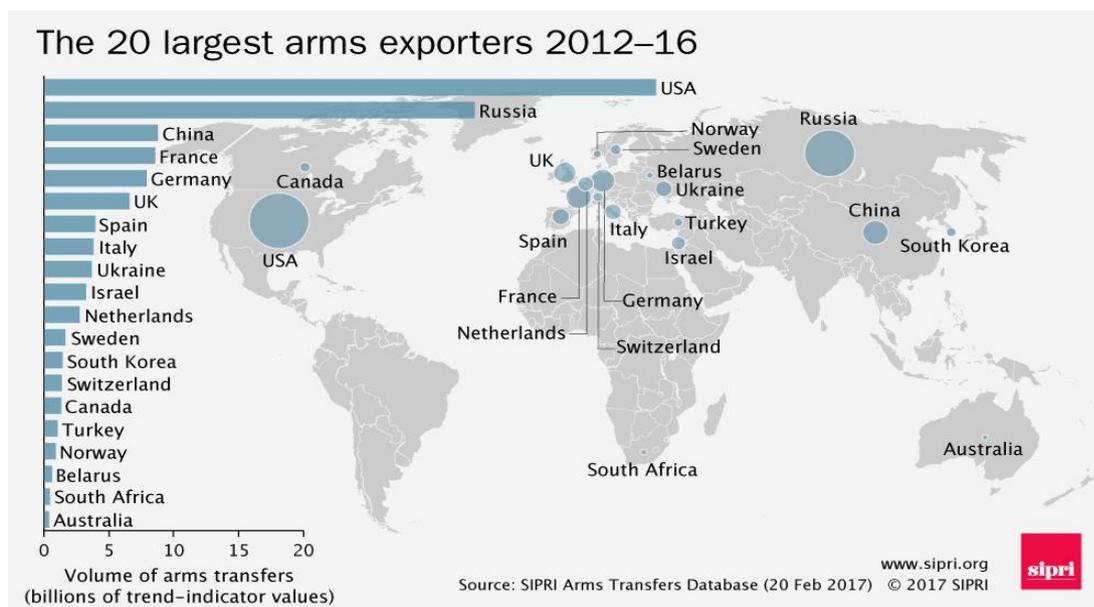


Note: Countries are designated N/A (data not available or applicable) if no data exist, or if their total imports over the whole period were \$100 million TIV or less.

Sources: SIPRI Arms Transfers Database, 2017; authors' calculations.

Source : CONNOLLY, Richard, et SENDSTAD, Cecilie, « Russia's Role as an Arms Exporter. The Strategic and Economic Importance of Arms Exports for Russia », *The Royal Institute of International Affairs*, mars 2017, p. 20.

Annexe 7 : The 20 largest arms exporters 2012-16



Source : SIPRI, « The 20 largest arms exporters 2012-2016 », https://www.sipri.org/sites/default/files/20_largest_exporters_map_0.jpg, consulté le 15 septembre 2018.

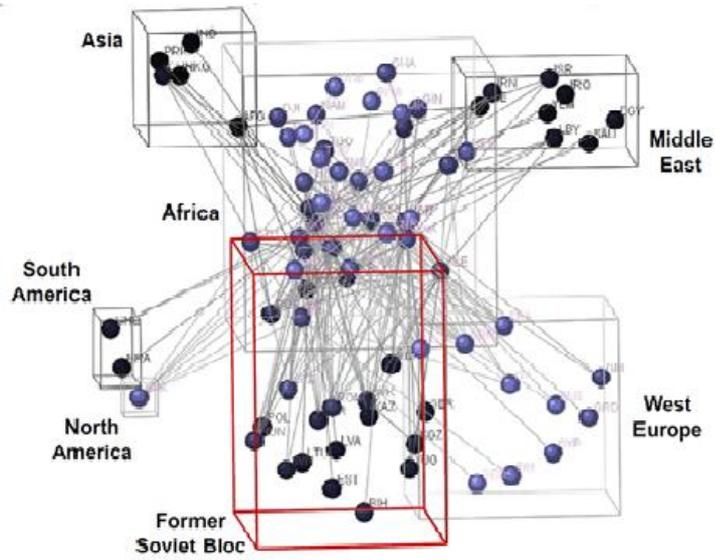
Annexe 8 : The main exporters and importers of major weapons 2013-17

THE MAIN EXPORTERS AND IMPORTERS OF MAJOR WEAPONS, 2013-17

Exporter	Global share (%)	Importer	Global share (%)
1 USA	34	1 India	12
2 Russia	22	2 Saudi Arabia	10
3 France	6.7	3 Egypt	4.5
4 Germany	5.8	4 UAE	4.4
5 China	5.7	5 China	4.0
6 UK	4.8	6 Australia	3.8
7 Spain	2.9	7 Algeria	3.7
8 Israel	2.9	8 Iraq	3.4
9 Italy	2.5	9 Pakistan	2.8
10 Netherlands	2.1	10 Indonesia	2.8

Source : SIPRI, « The main exporters and importers of major weapons, 2013-17 », <https://sipri.org/yearbook/2018/05>, consulté le 10 septembre 2018.

Annexe 9 : Provenance des armes illégales présentes en Afrique



Source : KINSELLA, David, « Illicit arms transfers to Africa and the prominence of the former Soviet bloc: a social network analysis », *Crime, Law and Social Change*, vol. 62, n°5, 2014, p. 539.



Institut royal supérieur de défense
Centre d'études de sécurité et défense
30 Avenue de la Renaissance
1000 Bruxelles